

RAPPORT DE GESTION

AU 30 SEPTEMBRE 2021 ET AU 31 DÉCEMBRE 2020 ET
POUR LES TRIMESTRES ET LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2021 ET 2020

NOS ACTIVITÉS

Nous détenons un portefeuille d'actifs d'infrastructures dans divers secteurs et diverses zones géographiques. Nous générons des flux de trésorerie stables, environ 90 % de notre BAIIA ajusté provenant des produits tirés des activités réglementées ou contractuelles. Afin d'aider nos porteurs de parts et nos porteurs de parts privilégiés à évaluer notre performance et notre valeur, nous regroupons nos activités en secteurs opérationnels en fonction des similitudes de leurs facteurs économiques sous-jacents.

Nos secteurs opérationnels sont les suivants :

Secteur opérationnel	Type d'actif	Emplacement principal
Services publics <i>Activités réglementées ou contractuelles qui permettent d'obtenir un rendement sur leur base tarifaire</i>	• Transport réglementé¹ • Distribution commerciale et résidentielle¹	• Amérique du Nord, Amérique du Sud et Asie-Pacifique • Amérique du Nord, Amérique du Sud et Europe
Transport <i>Procure des services de transport de fret, de marchandises et de passagers</i>	• Chemins de fer • Routes à péage • Terminaux diversifiés¹	• Amérique du Nord, Amérique du Sud et Asie-Pacifique • Amérique du Sud et Asie-Pacifique • Amérique du Nord, Europe et Asie-Pacifique
Secteur médian¹ <i>Systèmes qui procurent des services de transport, de collecte, de traitement et de stockage</i>	• Secteur médian	• Amérique du Nord
Données¹ <i>Procure des services et des infrastructures essentiels à des sociétés de communications à l'échelle mondiale</i>	• Transmission et distribution de données • Stockage de données	• Europe et Asie-Pacifique • Amérique du Nord, Amérique du Sud et Asie-Pacifique

1. Au cours du quatrième trimestre de 2020, notre société en commandite a effectué un examen exhaustif de nos secteurs opérationnels. Aux fins d'harmonisation avec la façon dont notre principal décideur opérationnel examine et évalue nos activités, nos activités liées à l'énergie de quartier et au gaz naturel en Inde ont été réaffectées à nos sous-secteurs de la distribution réglementée et du transport réglementé, respectivement, au sein de notre secteur des services publics. Notre terminal d'exportation en Australie a été réaffecté à notre sous-secteur des ports, au sein de notre secteur du transport. Notre sous-secteur de la distribution réglementée a été renommé sous-secteur de la distribution commerciale et résidentielle, notre sous-secteur des ports a été renommé sous-secteur des terminaux diversifiés, notre secteur de l'énergie a été renommé secteur médian, et notre secteur des infrastructures de données a été renommé secteur des données.

INTRODUCTION

Le présent rapport de gestion est la responsabilité de la direction de Brookfield Infrastructure Partners L.P. (notre « société en commandite ») et, collectivement avec sa filiale et ses entités en exploitation, « Brookfield Infrastructure »). Ce rapport de gestion est daté du 5 novembre 2021 et il a été approuvé par le conseil d'administration du commandité de notre société en commandite aux fins de publication à cette même date. Le conseil d'administration s'acquitte de ses responsabilités quant à l'examen du présent document principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit, qui se compose exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité d'audit examine le présent document et l'approuve avant sa publication en vertu de l'autorité que lui confère le conseil d'administration. Les termes « Brookfield Infrastructure », « nous » et « notre » désignent Brookfield Infrastructure Partners L.P. ainsi que les filiales directes et indirectes et les entités en exploitation de notre société en commandite en tant que groupe. Ce rapport de gestion devrait être lu parallèlement aux plus récents états financiers annuels et intermédiaires publiés de Brookfield Infrastructure Partners L.P. Des renseignements supplémentaires, y compris le formulaire 20-F de Brookfield Infrastructure, sont disponibles sur le site Web de la société en commandite à l'adresse www.bip.brookfield.com, sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com et sur le site Web d'EDGAR à l'adresse www.sec.gov/edgar.shtml.

Aperçu des activités

Brookfield Infrastructure est une société d'infrastructure mondiale de premier plan qui possède et exploite des actifs de grande qualité, essentiels et de longue durée dans les secteurs des services publics, du transport, des activités du secteur médian et des données partout en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Asie-Pacifique et en Europe. Elle se concentre sur les actifs dont les produits contractuels et réglementés génèrent des flux de trésorerie prévisibles et stables.

Nous avons pour mission de détenir et d'exploiter un portefeuille diversifié à l'échelle mondiale d'actifs d'infrastructures de grande qualité qui généreront à long terme des distributions durables et croissantes pour nos porteurs de parts. Pour réaliser cet objectif, nous chercherons à tirer parti de nos secteurs opérationnels afin d'acquérir des actifs d'infrastructures et de les gérer activement pour générer une valeur supplémentaire à la suite de notre investissement initial. Au fur et à mesure que l'entreprise s'oriente vers la maturité et que le risque lié aux flux de trésorerie a été réduit, nous cherchons à recycler les capitaux et à les réinvestir dans des actifs qui devraient produire des rendements plus élevés. Une partie intégrante de notre stratégie consiste à participer, de concert avec des investisseurs institutionnels, aux fonds liés aux infrastructures dont Brookfield Asset Management Inc. (conjointement avec ses entités liées autres que nous, « Brookfield ») est le promoteur qui visent des acquisitions correspondant à notre profil. Nous mettons l'accent sur les placements sur lesquels Brookfield exerce une influence ou un contrôle suffisants pour mettre en place une démarche axée sur les activités.

Cibles de rendement et mesures clés

À long terme, nous visons à obtenir un rendement global de 12 % à 15 % par année sur les actifs d'infrastructures que nous détenons. Nous avons l'intention de générer ce rendement au moyen des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation ainsi que de la croissance provenant des placements liés à l'amélioration et à l'élargissement de nos actifs, de même que par l'intermédiaire d'acquisitions. Nous établissons principalement nos distributions à nos porteurs de parts en fonction d'une analyse de notre performance opérationnelle. Les flux de trésorerie liés aux opérations (les « FTO ») servent à évaluer notre performance opérationnelle, et leur montant par part peut servir d'indicateur de la croissance future des distributions à long terme. De plus, nos mesures de la performance suivent l'évolution des principaux inducteurs de valeur de chacun de nos secteurs opérationnels. Se reporter à la rubrique « Information sectorielle » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

Politique de distribution

Nos distributions s'appuient sur des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation stables et issus d'activités contractuelles et hautement réglementées. L'objectif de la société en commandite est de verser des distributions durables. La cible du ratio de distribution de la société en commandite se situe entre 60 % et 70 % des FTO. Lorsque nous déterminons ce que nous considérons comme un ratio de distribution prudent, nous conservons généralement une tranche d'environ 15 % à 20 % des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés (les « FTOA ») qui servira à financer la totalité de nos investissements de croissance financés à l'interne.

Le 31 mars 2020, notre société en commandite a achevé la constitution auparavant annoncée de Brookfield Infrastructure Corporation (« BIPC ») avec une distribution spéciale (la « distribution spéciale ») d'actions à droit de vote subalterne échangeables de catégorie A de BIPC (les « actions échangeables de BIPC »). Chacun de nos porteurs de parts inscrits en date du 20 mars 2020 a alors reçu une action échangeable de BIPC pour chaque tranche de neuf parts détenue. En raison de la distribution spéciale, la distribution trimestrielle par part régulière de notre société en commandite a été abaissée afin que la distribution totale reçue par un porteur de parts et d'actions échangeables de BIPC demeure environ la même que si la distribution spéciale n'avait jamais eu lieu. Ainsi, afin de refléter la distribution spéciale, la distribution annuelle pour 2020 a été ajustée pour s'établir à 1,94 \$ par part, ou 0,4850 \$ par part sur une base trimestrielle.

Compte tenu des perspectives actuelles pour nos activités, le conseil d'administration de notre commandité a approuvé une hausse de 5 % de notre distribution trimestrielle pour la porter à 0,51 \$ par part (ou 2,04 \$ par part sur une base annuelle), à compter de la distribution payée en mars 2021, une augmentation proportionnelle ayant été effectuée par le conseil d'administration de BIPC en ce qui concerne les porteurs d'actions échangeables de BIPC. Cette hausse reflète l'apport prévu de nos projets d'investissement récemment mis en service et le rendement en trésorerie attendu des acquisitions conclues au cours du dernier exercice. Au cours des dix dernières années, nous avons augmenté notre distribution annuelle, la faisant passer de 0,79 \$ par part à 2,04 \$ par part, soit un taux de croissance annuel composé de 10 %. Compte tenu de l'augmentation par part que nous prévoyons enregistrer dans nos activités, nous visons une croissance de la distribution annuelle de 5 % à 9 %.

Mode de présentation

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés en conformité avec la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et à l'aide des méthodes comptables adoptées par Brookfield Infrastructure pour ses états financiers consolidés au 31 décembre 2020 et pour l'exercice clos à cette date. Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités comprennent les comptes de Brookfield Infrastructure et des entités sur lesquelles elle exerce un contrôle. Brookfield Infrastructure comptabilise les placements sur lesquels elle exerce une influence notable ou un contrôle conjoint, mais non un contrôle, selon la méthode de la mise en équivalence.

Les titres de capitaux propres de notre société en commandite comprennent les parts détenues par les porteurs de parts publiques, les parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, les parts d'Exchange LP détenues par des porteurs de parts publiques et les actions échangeables de BIPC détenues par des actionnaires publics et par Brookfield. Nos parts et les parts de société en commandite rachetables présentent les mêmes caractéristiques économiques à tous les égards, à l'exception du fait que les parts de société en commandite rachetables accordent à Brookfield le droit de demander le rachat de ses parts moyennant une contrepartie en trésorerie. Si Brookfield exerçait ce droit, notre société en commandite pourrait, à sa discrétion, satisfaire la demande de rachat au moyen de nos parts, à raison de une pour une, plutôt que d'une contrepartie en trésorerie. Par conséquent, à titre de porteur de parts de société en commandite rachetables, Brookfield a droit au bénéfice et aux distributions par part équivalant à la participation par part des parts de société en commandite de notre société en commandite. Toutefois, compte tenu de l'option de rachat dont il est fait mention ci-dessus, nous présentons les parts de société en commandite rachetables en tant que composante de la participation ne donnant pas le contrôle.

En outre, Exchange LP, une filiale de notre société en commandite, a émis des parts d'Exchange LP dans le cadre de la fermeture du capital d'Energare Inc. en octobre 2018. Les parts d'Exchange LP procurent à leurs porteurs des modalités financières quasi équivalentes à celles de nos parts et sont échangeables contre nos parts à raison de une pour une. Compte tenu de l'option d'échange, nous présentons les parts d'Exchange LP à titre de composante distincte de la participation ne donnant pas le contrôle.

Le 31 mars 2020, notre société en commandite a achevé la constitution de BIPC avec la distribution spéciale. Chaque porteur de parts inscrit en date du 20 mars 2020 a alors reçu une action échangeable de BIPC pour chaque tranche de neuf parts détenue. Les porteurs d'actions échangeables de BIPC ont le droit d'échanger la totalité ou une partie de leurs actions contre une part pour chaque action échangeable de BIPC détenue, ou contre l'équivalent en trésorerie, selon le critère du montant déterminé contre un nombre déterminé. BIPC ou la société en commandite, selon le cas, peuvent chacune régler les demandes d'échange de porteurs d'actions échangeables de BIPC au moyen de parts plutôt qu'au moyen d'un paiement en trésorerie. De plus, la société en commandite peut échanger toutes les actions échangeables de BIPC contre des parts à notre gré, selon le critère du montant déterminé contre un nombre déterminé. En raison des caractéristiques des actions, nous présentons les actions échangeables de BIPC en tant que composante de la participation ne donnant pas le contrôle.

Finalement, BIPC Exchange LP, une filiale de notre société en commandite, a émis des parts de société en commandite échangeables de BIPC dans le cadre de l'acquisition d'Inter Pipeline Ltd (« IPL » ou « Inter Pipeline ») en août 2021. Les parts de société en commandite échangeables de BIPC procurent à leurs porteurs des modalités financières quasi équivalentes à celles d'une action échangeable de BIPC et sont échangeables à raison de une pour une contre des actions échangeables de BIPC. Compte tenu des options d'échange, nous présentons les parts de société en commandite échangeables de BIPC à titre de composante de la participation ne donnant pas le contrôle.

Dans le présent rapport de gestion, les mentions de « parts échangeables » se rapportent à la participation ne donnant pas le contrôle attribuable aux parts de société en commandite échangeables de BIPC et aux parts d'Exchange LP.

Lorsque nous analysons les résultats de nos secteurs opérationnels, nous présentons la quote-part des résultats revenant à Brookfield Infrastructure des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, afin d'illustrer l'incidence des principaux inducteurs de valeur de chacun de ces secteurs opérationnels sur la performance globale de notre société en commandite. Par conséquent, l'information sectorielle au titre des produits, des coûts affectés aux produits, des autres produits, des charges d'intérêts, des amortissements, de l'impôt différé, des ajustements de la juste valeur et des autres éléments diffère des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'elle 1) comprend la quote-part de Brookfield Infrastructure du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises attribuable à chacun des éléments ci-dessus et 2) exclut la quote-part du bénéfice (de la perte) des participations consolidées non détenues par Brookfield Infrastructure répartie entre chacun des éléments susmentionnés. Toutefois, le résultat net pour chaque secteur est conforme aux résultats présentés selon les normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de l'état du résultat net de notre société en commandite conformément aux normes IFRS.

Le dollar américain est notre monnaie de présentation et notre monnaie fonctionnelle. Nous n'avons apporté aucun changement de méthode comptable ayant eu une incidence significative sur la comparabilité des résultats d'un exercice à l'autre.

EXAMEN DES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Sous cette rubrique, nous examinons notre performance et notre situation financière consolidées au 30 septembre 2021 et au 31 décembre 2020 et pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2021 et 2020. D'autres détails sur les facteurs clés de nos activités et de notre situation financière sont présentés à la rubrique « Information sectorielle » du présent rapport de gestion.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES DONNÉES PAR PART	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Sommaire des états du résultat net				
Produits	2 939 \$	2 209 \$	8 285 \$	6 351 \$
Coûts d'exploitation directs	(1 607)	(1 185)	(4 386)	(3 487)
Frais généraux et administratifs	(102)	(86)	(293)	(219)
Dotations aux amortissements	(525)	(411)	(1 486)	(1 186)
Charges d'intérêts	(368)	(278)	(1 085)	(807)
Quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	24	17	101	76
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture	(24)	(66)	(4)	57
Autres produits (charges)	314	16	1 658	(218)
Charge d'impôt	(115)	(68)	(535)	(237)
Bénéfice net	536	148	2 255	330
Bénéfice net attribuable à notre société en commandite ¹	413	5	955	63
Bénéfice net (perte nette) par part de société en commandite	0,72 \$	(0,12) \$	1,60 \$	(0,22) \$

1. Comprend le bénéfice net attribuable aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC.

Trimestres clos les 30 septembre 2021 et 2020

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, nous avons comptabilisé un bénéfice net de 536 M\$, dont une tranche de 413 M\$ (0,72 \$ par part) est attribuable à notre société en commandite, comparativement à un bénéfice net de 148 M\$ pour l'exercice précédent, dont une tranche de 5 M\$ (perte de 0,12 \$ par part) est attribuable à notre société en commandite. Le bénéfice net a augmenté par rapport à l'exercice précédent, les résultats de la période considérée ayant profité de la croissance interne, qui se situe dans la partie supérieure de notre fourchette cible, des apports de nos acquisitions conclues récemment et d'un profit à la vente de notre entreprise d'énergie de quartier aux États-Unis qui s'est conclue en juillet.

Les produits se sont chiffrés à 2 939 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 730 M\$ par rapport à la période correspondante de 2020. Les produits tirés de notre secteur des données ont augmenté de 284 M\$ en raison principalement de l'acquisition de notre entreprise de tours de télécommunications en Inde. Les produits tirés de notre secteur des services publics ont augmenté de 105 M\$ en raison de la croissance interne et de l'apport initial de notre entreprise d'infrastructure d'énergie résidentielle en Europe récemment acquise, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence de la cession de nos entreprises d'énergie de quartier en Amérique du Nord. Les produits tirés de notre secteur du transport ont augmenté de 4 M\$ en raison de la croissance interne et du retour des volumes aux niveaux enregistrés avant l'interruption de l'économie, facteurs essentiellement contrebalancés par la déconsolidation de notre terminal d'exportation en Australie en décembre 2020. Notre secteur médian a fourni un apport additionnel aux produits de 291 M\$ en raison principalement de l'acquisition d'Inter Pipeline. Le change a donné lieu à une augmentation de 46 M\$ de nos produits en dollars américains, toutes les principales monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités s'étant appréciées comparativement au dollar américain par rapport à l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, les coûts d'exploitation directs se sont élevés à 1 607 M\$, en hausse de 422 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020. Les coûts directs ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des coûts additionnels de 357 M\$ liés aux entreprises récemment acquises et des coûts de 130 M\$ liés aux initiatives de croissance interne. L'incidence du change a aussi entraîné une hausse de 22 M\$ des coûts libellés en dollars américains. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par la déconsolidation de notre terminal d'exportation en Australie et par la cession de nos entreprises d'énergie de quartier en Amérique du Nord.

Les frais généraux et administratifs ont totalisé 102 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, en hausse de 16 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020. Ce poste se compose principalement des honoraires de gestion de base versés à Brookfield, lesquels correspondent à 1,25 % de la valeur de marché combinée de notre société en commandite et de BIPC majoré des parts privilégiées en circulation et du montant net de la dette avec recours. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent est attribuable à une augmentation du cours de nos titres en circulation et du nombre de nos parts et de nos actions en circulation.

La dotation aux amortissements pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 s'est chiffrée à 525 M\$, soit une augmentation de 114 M\$ par rapport à la période correspondante de 2020. La hausse s'explique principalement par les charges additionnelles liées aux acquisitions récemment conclues et par le change.

Les charges d'intérêts pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 se sont chiffrées à 368 M\$, ce qui représente une hausse de 90 M\$ par rapport à la période correspondante de 2020. Les charges d'intérêts ont augmenté en raison principalement des emprunts additionnels au niveau de l'actif liés aux acquisitions conclues au cours du dernier exercice, facteur partiellement contrebalancé par l'incidence des cessions.

La quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises revenant à notre société en commandite a augmenté de 7 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020. L'augmentation tient principalement à l'apport de notre terminal d'exportation de GNL aux États-Unis acquis en septembre de l'exercice précédent ainsi qu'à notre quote-part des profits comptabilisés au titre des contrats de change détenus au sein de nos fonds privés liés aux infrastructures dont Brookfield est le promoteur. Les profits ont été partiellement contrebalancés par la vente de 25 % de notre participation dans notre gazoduc aux États-Unis en mars 2021.

Les pertes liées à la valeur de marché relativement aux éléments de couverture se sont élevées à 24 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, comparativement à des pertes de 66 M\$ à l'exercice précédent. Ces résultats se composent principalement, tant pour la période considérée que pour la période comparative, des fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché relativement aux activités de couverture du change au niveau de la société en commandite, ainsi que des contrats sur marchandises relatifs à nos entreprises de stockage de gaz en Amérique du Nord. Au cours de la période, les taux de change par rapport au dollar américain se sont dépréciés, ce qui s'est traduit par une augmentation des profits latents à l'égard de notre programme de couverture d'entreprise par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, les autres produits se sont chiffrés à 314 M\$, comparativement à 16 M\$ pour la période correspondante de 2020. Les résultats du trimestre considéré comprennent des profits comptabilisés à la cession de notre entreprise d'énergie de quartier aux États-Unis. Ces profits ont été partiellement contrebalancés par les autres charges, y compris les charges de désactualisation liées à la contrepartie différée au sein de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil et les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, ainsi que par les coûts de transaction non récurrents liés à l'acquisition d'Inter Pipeline.

La charge d'impôt s'est établie à 115 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, comparativement à 68 M\$ pour la période correspondante de 2020. L'augmentation de la charge d'impôt par rapport à l'exercice précédent tient à la croissance interne et aux charges additionnelles liées aux placements réalisés au cours des 12 derniers mois. Les résultats de la période considérée ont également subi l'incidence d'une augmentation de 31 % à 35 % du taux d'imposition futur en Colombie, qui s'est traduite par des charges additionnelles de 15 M\$ au cours de la période.

Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2021 et 2020

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, nous avons comptabilisé un bénéfice net de 2 255 M\$, dont une tranche de 955 M\$ (1,60 \$ par part) est attribuable à notre société en commandite, comparativement à un bénéfice net de 330 M\$ pour l'exercice précédent, dont une tranche de 63 M\$ (perte de 0,22 \$ par part) était attribuable à notre société en commandite. Les résultats de l'exercice considéré ont tiré parti des profits réalisés à la cession de nos entreprises d'énergie de quartier au Canada et aux États-Unis, de notre portefeuille de compteurs intelligents au Royaume-Uni, ainsi que de la cession partielle de notre gazoduc aux États-Unis. Le change et la croissance interne de nos secteurs ont chacun contribué positivement au bénéfice net au cours de la période. Ces facteurs positifs ont été partiellement contrebalancés par une augmentation du taux d'imposition futur au Royaume-Uni, qui a donné lieu à une diminution du bénéfice de 147 M\$ par rapport à l'exercice précédent, ainsi que par des coûts de transaction non récurrents liés à l'acquisition d'Inter Pipeline.

Les produits se sont chiffrés à 8 285 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 1 934 M\$ par rapport à la période correspondante de 2020. Notre secteur médian a fourni un apport additionnel aux produits de 520 M\$, principalement en raison de la croissance interne, de l'acquisition d'Inter Pipeline ainsi que de la force opérationnelle et du degré de préparation de notre entreprise de stockage de gaz naturel relativement aux conditions météorologiques extrêmes aux États-Unis au cours du premier trimestre de 2021. Les produits tirés de notre secteur des données ont augmenté de 858 M\$ en raison principalement de l'acquisition de notre entreprise de tours de télécommunications en Inde. Les produits tirés de notre secteur des services publics ont augmenté de 376 M\$ en raison de l'indexation en fonction de l'inflation, des ajouts à la base tarifaire et de l'apport initial de notre entreprise d'infrastructure d'énergie résidentielle en Europe récemment acquise. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par l'incidence de la cession de nos entreprises d'énergie de quartier en Amérique du Nord. Malgré le fait que nous ayons tiré parti de la hausse des volumes de notre secteur du transport, les produits ont diminué de 10 M\$ en raison de la cession partielle et de la déconsolidation de notre terminal d'exportation en Australie en décembre 2020. Le change a donné lieu à une augmentation de 190 M\$ de nos produits libellés en dollars américains, la plupart des principales monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités s'étant appréciées comparativement au dollar américain par rapport à l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, les coûts d'exploitation directs se sont élevés à 4 386 M\$, en hausse de 899 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. Les coûts directs ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des coûts additionnels de 686 M\$ liés aux entreprises récemment acquises, des coûts de 253 M\$ liés aux initiatives de croissance interne et de l'incidence du change, qui a entraîné une hausse de 133 M\$ des coûts libellés en dollars américains. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par la déconsolidation de notre terminal d'exportation en Australie et par la cession de nos entreprises d'énergie de quartier en Amérique du Nord.

Les frais généraux et administratifs ont totalisé 293 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, en hausse de 74 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. Ce poste se compose principalement des honoraires de gestion de base versés à Brookfield, lesquels correspondent à 1,25 % de la valeur de marché combinée de notre société en commandite et de BIPC majoré des parts privilégiées en circulation et du montant net de la dette avec recours. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent est attribuable à une augmentation du cours de nos parts, aux actions échangeables émises et aux emprunts additionnels contractés pour financer nos récentes initiatives de croissance.

La dotation aux amortissements pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 s'est chiffrée à 1 486 M\$, soit une augmentation de 300 M\$ par rapport à la période correspondante de 2020. L'augmentation s'explique principalement par les charges additionnelles liées aux acquisitions récemment conclues, par le change ainsi que par l'incidence de la hausse de la valeur des actifs découlant de notre plus récent processus de réévaluation annuel.

Les charges d'intérêts pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 se sont chiffrées à 1 085 M\$, ce qui représente une hausse de 278 M\$ par rapport à la période correspondante de 2020. Les charges d'intérêts ont augmenté en raison principalement des emprunts additionnels au niveau de l'actif liés aux acquisitions conclues au cours du dernier exercice, contrebalancés en partie par l'incidence des cessions.

La quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises revenant à notre société en commandite s'est élevée à 101 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, soit une hausse de 25 M\$ par rapport à la période correspondante de 2020. L'augmentation tient à l'apport de l'acquisition de notre terminal d'exportation de GNL aux États-Unis et aux initiatives de croissance interne.

Les pertes liées à la valeur de marché relativement aux éléments de couverture se sont élevées à 4 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, comparativement à des profits de 57 M\$ à l'exercice précédent. Ces résultats se composent principalement, tant pour la période considérée que pour la période précédente, des fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché relativement aux activités de couverture du change au niveau de la société en commandite, ainsi que des contrats sur marchandises relatifs à nos entreprises de stockage de gaz en Amérique du Nord.

Les autres produits se sont élevés à 1 658 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, comparativement à des charges de 218 M\$ pour la période correspondante de 2020. Les résultats du trimestre considéré comprennent des profits comptabilisés à la cession de 25 % de notre participation dans notre gazoduc aux États-Unis, de nos entreprises d'énergie de quartier en Amérique du Nord et de notre portefeuille de compteurs intelligents au Royaume-Uni. Ces profits ont été partiellement contrebalancés par les autres charges, y compris les charges de désactualisation liées à la contrepartie différée au sein de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil et les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, ainsi que par les coûts d'acquisition non récurrents.

La charge d'impôt s'est établie à 535 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, comparativement à 237 M\$ pour la période correspondante de 2020. L'augmentation est principalement attribuable à une augmentation de 19 % à 25 % du taux d'imposition futur au Royaume-Uni, qui s'est traduite par des charges d'impôt différé additionnelles de 178 M\$ au deuxième trimestre de 2021, par rapport à 31 M\$ au premier trimestre de 2020, lorsque le taux d'imposition futur au Royaume-Uni était de 17 % à 19 %. La charge d'impôt a aussi augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison d'une augmentation de 31 % à 35 % du taux d'imposition futur en Colombie, qui a entraîné des charges additionnelles de 15 M\$ au cours de la période, de la croissance interne, du change et des charges additionnelles liées aux placements réalisés au cours du dernier exercice.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

Sommaire des mesures clés des états de la situation financière

	Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 840 \$	867 \$
Immobilisations corporelles	38 291	31 584
Immobilisations incorporelles	13 653	11 767
Total de l'actif	74 452	61 331
Emprunts généraux	3 424	3 158
Emprunts sans recours	26 362	20 020
Total du passif	49 091	39 658
Capital des commanditaires	4 811	4 233
Capital du commandité	25	19
Participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield	1 982	1 687
Participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC	1 037	638
Participation ne donnant pas le contrôle – parts échangeables ¹	83	12
Capitaux propres attribuables à la société en commandite ²	7 938	6 589
Participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation	16 285	13 954
Porteurs de parts privilégiées	1 138	1 130

1. Comprend les participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux parts d'Exchange LP et aux parts de société en commandite échangeables de BIPC.

2. Comprend les capitaux propres attribuables aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC.

Au 30 septembre 2021, le total de l'actif s'établissait à 74,5 G\$, contre 61,3 G\$ au 31 décembre 2020. Les acquisitions conclues en 2021, les initiatives de croissance interne et les fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché des actifs financiers ont donné lieu à une augmentation de l'actif consolidé de 19,3 G\$. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par l'incidence des cessions conclues au cours de l'exercice, du change et de la dotation aux amortissements, facteurs qui ont donné lieu à une réduction du total de l'actif de 3,5 G\$, de 1,1 G\$ et de 1,5 G\$, respectivement.

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré une pandémie liée à la COVID-19. Jusqu'à présent, les marchés des devises et des marchandises ont été très volatils. De plus, la conduite des affaires a fait l'objet de restrictions dans de nombreux pays et la circulation mondiale des personnes et de certains biens a été restreinte. Notre société en commandite a évalué l'incidence du contexte économique sur nos évaluations d'actifs, dont nos immobilisations corporelles et incorporelles et nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises. En effectuant ces évaluations, nous avons supposé que la réduction prononcée des activités économiques, par suite des règles de distanciation sociale imposées par les gouvernements du monde entier, ne se poursuivra pas de manière significative à long terme. Nos activités ont été résilientes face aux perturbations économiques mondiales depuis l'éclosion. En outre, nos actifs sont dispersés sur le plan géographique, diversifiés sur le plan des secteurs opérationnels et largement soutenus par des tarifs réglementés ou des flux de trésorerie issus d'activités hautement contractuelles. Selon l'évaluation de notre société en commandite, la valeur de nos actifs reste essentiellement épargnée par la pandémie mondiale.

Par rapport au 31 décembre 2020, les immobilisations corporelles ont augmenté, passant de 31,6 G\$ à 38,3 G\$, l'incidence des acquisitions récemment conclues ayant été partiellement contrebalancée par la dotation à l'amortissement, par la cession de nos entreprises d'énergie de quartier en Amérique du Nord et de notre portefeuille de compteurs intelligents au Royaume-Uni et par l'incidence du change. Les immobilisations incorporelles ont augmenté, passant de 11,8 G\$ à 13,7 G\$ en raison surtout des acquisitions conclues au cours de l'exercice, facteur partiellement contrebalancé par la dotation à l'amortissement de 0,4 G\$, par le reclassement de 0,7 G\$ d'actifs dans les actifs détenus en vue de la vente et par l'incidence du change.

Les emprunts généraux ont augmenté de 0,3 G\$ depuis le 31 décembre 2020. Cette augmentation tient à l'émission de billets subordonnés d'une valeur de 250 M\$, par le produit net de 498 M\$ de notre programme de papier commercial et par l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par les remboursements nets sur la facilité de crédit renouvelable de 485 M\$.

Les emprunts sans recours ont augmenté par rapport à ceux enregistrés au 31 décembre 2020. L'incidence des cessions récentes et des emprunts sans recours de 1,2 G\$ reclassés comme détenus en vue de la vente a été plus que contrebalancée par des emprunts additionnels découlant principalement de l'acquisition d'Inter Pipeline et de diverses initiatives de croissance.

Les capitaux propres attribuables à la société en commandite ont augmenté de 1,3 G\$ depuis le 31 décembre 2020. L'augmentation est attribuable au bénéfice généré par nos activités et par les titres de capitaux propres émis dans le cadre de l'acquisition d'Inter Pipeline, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence des distributions versées à nos porteurs de parts.

Conversion des devises

En raison de la nature de nos activités à l'échelle mondiale, les fluctuations des monnaies étrangères pourraient avoir une incidence sur les résultats financiers de la période considérée. Le tableau suivant illustre les taux de change les plus importants qui ont une incidence sur nos activités.

	Taux à la fin de la période			Taux moyen					
				Pour les trimestres clos les 30 septembre			Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020	Variation	2021	2020	Variation	2021	2020	Variation
Dollar australien	0,7227	0,7694	(6) %	0,7347	0,7152	3 %	0,7589	0,6773	12 %
Real brésilien	0,1838	0,1924	(4) %	0,1913	0,1860	3 %	0,1876	0,1969	(5) %
Livre sterling	1,3474	1,3670	(1) %	1,3779	1,2919	7 %	1,3851	1,2712	9 %
Dollar canadien	0,7886	0,7853	— %	0,7939	0,7507	6 %	0,7994	0,7393	8 %
Roupie indienne	0,0135	0,0137	(1) %	0,0135	0,0134	1 %	0,0136	0,0135	1 %

Au 30 septembre 2021, nos capitaux propres consolidés, qui se chiffraient à 25,4 G\$, étaient investis dans les monnaies suivantes : dollar canadien – 38 %; dollar américain – 17 %; roupie indienne – 14 %; real brésilien – 9 %; livre sterling – 8 %; dollar australien – 8 %; autres monnaies – 6 %. En raison de notre programme de couverture de change, 67 % de nos capitaux propres sont effectivement libellés en dollars américains. Au 30 septembre 2021, les taux de change à la fin de la période par rapport au dollar américain étaient inférieurs à ceux au 31 décembre 2020 en ce qui concerne la plupart de nos placements importants libellés en monnaies autres que le dollar américain, ce qui a entraîné une réduction des valeurs comptables des actifs et des passifs de nos activités par rapport au 31 décembre 2020.

Le tableau suivant présente la répartition de l'incidence de la conversion des devises sur les capitaux propres en fonction des monnaies autres que le dollar américain les plus importantes.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Dollar australien	(74) \$	55 \$	(126) \$	(39) \$
Real brésilien	(279)	(105)	(162)	(1 335)
Livre sterling	(86)	137	(13)	(85)
Dollar canadien	(113)	64	36	(65)
Roupie indienne	32	85	(44)	(7)
Autres	29	24	(132)	71
	(491)	260	(441)	(1 460)
Couvertures de change ¹	118	(70)	119	136
	(373) \$	190 \$	(322) \$	(1 324) \$
Attribuable aux éléments suivants :				
Porteurs de parts	(180) \$	65 \$	(116) \$	(718) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(193)	125	(206)	(606)
	(373) \$	190 \$	(322) \$	(1 324) \$

1. Inclut les couvertures d'investissement net et de flux de trésorerie au titre des devises des filiales et des entreprises associées, et exclut les couvertures de flux de trésorerie au titre des taux d'intérêt.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, l'incidence de la conversion des devises sur les capitaux propres, y compris ceux attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, a représenté une perte de 373 M\$ et de 322 M\$, respectivement.

Nous avons recours à des contrats financiers et à des instruments d'emprunt libellés en monnaies locales pour couvrir l'exposition à la plupart des devises. Nous bénéficions d'une couverture considérable à l'égard des monnaies australienne, canadienne, européenne, britannique et néo-zélandaise. Par conséquent, l'incidence des fluctuations des devises a été partiellement contrebalancée par les profits et les pertes comptabilisés sur nos couvertures de change.

Les taux de change moyens ont une incidence sur les équivalents en dollars américains des produits et du bénéfice net liés aux activités autres que celles aux États-Unis, sur une base comparable. À l'exception du real brésilien pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, les taux de change moyens des principales monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités se sont appréciés par rapport à l'exercice précédent, ce qui a accru l'équivalent en dollars américains des produits et du bénéfice net gagnés dans ces monnaies.

Sommaire des résultats trimestriels

Les résultats trimestriels pour les huit plus récents trimestres se présentent comme suit :

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES MONTANTS PAR PART

<u>Trimestres clos</u>	2021			2020			2019	
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits	2 939 \$	2 663 \$	2 683 \$	2 534 \$	2 209 \$	1 946 \$	2 196 \$	1 655 \$
Coûts d'exploitation directs	(1 607)	(1 433)	(1 346)	(1 356)	(1 185)	(1 063)	(1 239)	(907)
Bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	24	10	67	55	17	11	48	136
Charges								
Intérêts	(368)	(362)	(355)	(372)	(278)	(247)	(282)	(222)
Frais généraux et administratifs	(102)	(96)	(95)	(93)	(86)	(72)	(61)	(79)
Éléments d'évaluation								
Variations de la juste valeur et autres	290	1 302	62	379	(50)	(103)	(8)	(191)
Amortissements	(525)	(492)	(469)	(519)	(411)	(375)	(400)	(282)
Charge d'impôt	(115)	(286)	(134)	(54)	(68)	(63)	(106)	(84)
Bénéfice net	536	1 306	413	574	148	34	148	26
Bénéfice net attribuable à d'autres entités	311	1 114	324	392	174	101	96	39
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux commanditaires	225	192	89	182	(26)	(67)	52	(13)
Bénéfice net (perte nette) par part de société en commandite	0,72 \$	0,61 \$	0,27 \$	0,59 \$	(0,12) \$	(0,25) \$	0,13 \$	(0,06) \$

La croissance interne, qui comprend l'indexation en fonction de l'inflation, la croissance des volumes liée au PIB et le réinvestissement de capital sont toujours des facteurs clés pour nos résultats. En outre, les résultats ont profité de l'apport des nouveaux placements au cours des huit derniers trimestres. En supposant un taux de change constant, ces éléments se sont soldés par des augmentations de nos produits, de nos coûts d'exploitation directs, de nos charges d'intérêts et de notre dotation aux amortissements. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par l'incidence des cessions. En plus des éléments susmentionnés, le bénéfice net est également touché par les ajustements de la juste valeur, par les fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché des dérivés et par les autres produits et charges.

Malgré le contexte économique difficile, nos activités ont enregistré des résultats financiers conformes aux attentes grâce à la diversification marquée sur les plans sectoriel et géographique, à la propriété d'actifs essentiels et de longue durée, aux importantes barrières à l'entrée des secteurs dans lesquels nous exerçons nos activités et aux flux de trésorerie qui sont générés en vertu de cadres contractuels ou réglementés à long terme. Soutenus également par notre approche axée sur des principes en ce qui a trait à la sélection des contreparties et à la structure du capital, nous générons des flux de trésorerie stables et prévisibles.

PRINCIPAUX POSTES DES ÉTATS DU RÉSULTAT NET ET DES ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Pour mesurer la performance, nous nous concentrons sur le bénéfice net, une mesure conforme aux normes IFRS, ainsi que sur certaines mesures non conformes aux normes IFRS, y compris, mais sans s'y limiter, les FTO, les FTOA, le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté et le capital investi. Nous définissons les FTO comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Nous définissons les FTOA comme les FTO, diminués des dépenses d'investissement nécessaires pour maintenir la performance actuelle de nos activités (investissements de maintien). Nous définissons le BAIIA ajusté comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible et différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Nous définissons le bénéfice ajusté comme le bénéfice net attribuable à notre société en commandite, excluant l'incidence de la dotation aux amortissements découlant de la réévaluation des immobilisations corporelles et l'incidence de la comptabilisation du prix d'achat, de l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture ainsi que des profits et pertes à la cession. Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres, déduction faite de l'incidence des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation.

Tout comme le bénéfice net et d'autres mesures conformes aux normes IFRS, les FTO, le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté et le capital investi sont des mesures clés de notre performance financière que nous utilisons pour évaluer les résultats et la performance de nos activités sur une base sectorielle. Les FTOA sont également une mesure de la performance opérationnelle et ils représentent la capacité de nos entreprises à générer un bénéfice durable. Le bénéfice ajusté est une mesure de la performance opérationnelle utilisée pour évaluer la capacité de nos entreprises à générer un bénéfice récurrent, ce qui permet aux utilisateurs de mieux comprendre et d'évaluer la performance financière sous-jacente de notre société en commandite. Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société en commandite, est une mesure que nous utilisons pour évaluer le rendement du capital investi par rapport au rendement visé.

Puisque ces mesures ne sont pas calculées conformément aux normes IFRS et qu'elles n'ont aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS, il est peu probable que les FTO, les FTOA, le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté et le capital investi soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs, et ils constituent des outils d'analyse qui comportent des limites. Plus particulièrement, notre définition des FTO peut être différente de la définition utilisée par d'autres sociétés et de la définition des flux de trésorerie liés aux opérations utilisée par l'Association des biens immobiliers du Canada (la « REALpac ») et la National Association of Real Estate Investment Trusts, Inc. (la « NAREIT »), entre autres parce que la définition de la NAREIT est fondée sur les PCGR des États-Unis et non sur les normes IFRS.

Pour plus de détails concernant notre utilisation des FTO, des FTOA, du BAIIA ajusté, du bénéfice ajusté et du capital investi, ainsi que pour un rapprochement avec les mesures conformes aux normes IFRS les plus comparables à ces mesures, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES DONNÉES PAR PART	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Mesures clés				
Bénéfice net attribuable à la société en commandite ¹	413 \$	5 \$	955 \$	63 \$
Bénéfice net (perte nette) par part de société en commandite ²	0,72	(0,12)	1,60	(0,22)
Flux de trésorerie liés aux opérations (« FTO ») ³	422	365	1 247	1 056
FTO par part ⁴	0,89	0,79	2,66	2,27
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés (« FTOA ») ⁵	323	285	1 012	851
Rendement du capital investi ⁶	12 %	11 %	13 %	11 %
BAIIA ajusté ⁷	596	485	1 784	1 429
Bénéfice ajusté ⁸	160	144	521	414
Bénéfice ajusté par part ⁴	0,34	0,31	1,11	0,89
Distributions par part ⁹	0,510	0,485	1,530	1,455
Ratio de distribution des FTO ¹⁰	75 %	78 %	74 %	80 %
Ratio de distribution des FTOA ¹¹	98 %	99 %	92 %	100 %

1. Comprend le bénéfice net attribuable aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC.
2. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, pondéré en fonction du temps, s'est chiffré à 295,6 millions et à 295,5 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 (2020 – 295,3 millions et 294,5 millions). Le bénéfice net par part de société en commandite pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020 a été ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif de la distribution spéciale.
3. Nous définissons les FTO comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et des FTO.
4. Le nombre moyen de parts en circulation pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 s'est chiffré à 473,8 millions et à 468,0 millions, respectivement (2020 – 464,9 millions et 464,9 millions, ajusté pour tenir compte de la distribution spéciale de BIPC).
5. Nous définissons les FTOA comme les FTO diminués des investissements de maintien. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et des FTOA.
6. Nous définissons le rendement du capital investi comme les FTOA, après un ajustement pour tenir compte d'une tranche estimative du bénéfice qui représente un rendement du capital sur les entreprises qui reposent sur des concessions, divisés par le capital investi. L'estimation du rendement du capital pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 s'est chiffrée à 32 M\$ et à 110 M\$, respectivement (2020 – 30 M\$ et 91 M\$). Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement des capitaux propres de la société en commandite et du capital investi.
7. Nous définissons le BAIIA ajusté comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible et différé, des coûts de résiliation et de transaction ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté.
8. Nous définissons le bénéfice ajusté comme le bénéfice net attribuable à notre société en commandite, excluant l'incidence de la dotation aux amortissements découlant de la réévaluation des immobilisations corporelles et l'incidence de la comptabilisation du prix d'achat, de l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et des profits et pertes à la cession. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du bénéfice ajusté.
9. Le 31 mars 2020, notre société en commandite a achevé la constitution auparavant annoncée de BIPC avec une distribution spéciale d'actions échangeables de BIPC. La distribution spéciale s'est traduite par l'émission d'environ 46,3 millions d'actions échangeables de BIPC. Les informations par part fournies pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020 ont été ajustées rétroactivement pour tenir compte de l'incidence de la distribution spéciale.
10. Le ratio de distribution des FTO est défini comme les distributions versées (y compris les distributions incitatives et les distributions sur parts privilégiées du commandité), divisées par les FTO.
11. Le ratio de distribution des FTOA est défini comme les distributions versées (y compris les distributions incitatives et les distributions sur parts privilégiées du commandité), divisées par les FTOA.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, les FTO ont totalisé 422 M\$ (0,89 \$ par part), comparativement à des FTO de 365 M\$ (0,79 \$ par part) pour le trimestre correspondant de 2020. Les résultats du trimestre ont profité de la croissance interne de 9 % qui tient aux avantages procurés par l'augmentation de l'inflation pour nos actifs réglementés et visés par des contrats ainsi que par la hausse des volumes et des produits sensibles aux conditions du marché en ce qui concerne nos actifs liés au secteur médian. Les résultats ont également profité d'un redressement des volumes aux niveaux enregistrés avant l'interruption de l'économie, particulièrement en ce qui concerne notre entreprise de distribution résidentielle au Royaume-Uni et notre portefeuille mondial de routes à péage ainsi que de l'apport net de notre programme de rotation des actifs, y compris l'apport initial d'Inter Pipeline.

Les tableaux qui suivent présentent certains postes des états du résultat net et des états de la situation financière par secteur opérationnel, sur une base proportionnelle.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS États du résultat net¹	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Bénéfice net (perte nette) par secteur				
Services publics	85 \$	62 \$	328 \$	158 \$
Transport	48	56	89	51
Secteur médian	18	10	113	47
Données	—	1	(2)	(7)
Siège social	262	(124)	427	(186)
Bénéfice net	413 \$	5 \$	955 \$	63 \$
BAIIA ajusté par secteur				
Services publics	236 \$	219 \$	710 \$	636 \$
Transport	250	200	722	569
Secteur médian	128	87	395	269
Données	84	65	250	174
Siège social	(102)	(86)	(293)	(219)
BAIIA ajusté	596 \$	485 \$	1 784 \$	1 429 \$
FTO par secteur				
Services publics	182 \$	169 \$	538 \$	491 \$
Transport	181	154	516	420
Secteur médian	103	66	309	203
Données	58	50	178	135
Siège social	(102)	(74)	(294)	(193)
FTO	422 \$	365 \$	1 247 \$	1 056 \$

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS États de la situation financière¹	Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020
Total de l'actif par secteur		
Services publics	5 937 \$	6 814 \$
Transport	8 873	9 155
Secteur médian	9 056	3 829
Données	3 329	3 338
Siège social	(1 822)	(2 062)
Total de l'actif	25 373 \$	21 074 \$
Dette nette par secteur		
Services publics	3 607 \$	3 918 \$
Transport	4 892	4 946
Secteur médian	4 750	1 584
Données	1 494	1 343
Siège social	2 692	2 694
Dette nette	17 435 \$	14 485 \$
Capitaux propres par secteur		
Services publics	2 330 \$	2 896 \$
Transport	3 981	4 209
Secteur médian	4 306	2 245
Données	1 835	1 995
Siège social	(4 514)	(4 756)
Capitaux propres	7 938 \$	6 589 \$

1. Les tableaux ci-dessus présentent les résultats de chaque secteur dans le format utilisé par la direction pour organiser ses secteurs à présenter afin de prendre des décisions de nature opérationnelle et d'évaluer la performance. Chaque secteur est présenté sur une base proportionnelle et il prend en compte la participation de Brookfield Infrastructure dans des entreprises comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence en vertu des normes IFRS. L'information financière proportionnelle n'est pas présentée conformément aux normes IFRS et elle ne vise pas à l'être.

INFORMATION SECTORIELLE

Sous cette rubrique, nous examinons les résultats de nos principaux secteurs opérationnels, soit les services publics, le transport, le secteur médian et les données. Chaque secteur est présenté sur une base proportionnelle et prend en compte la participation de Brookfield Infrastructure dans des entreprises comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, sur lesquelles notre société en commandite exerce un contrôle, une influence notable ou un contrôle conjoint. Se reporter à la rubrique « Analyse des éléments de rapprochement par secteur » du présent rapport de gestion pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de l'état du résultat net de notre société en commandite conformément aux normes IFRS.



Services publics

Notre secteur des services publics est composé d'entreprises qui nous permettent d'enregistrer un rendement au sein d'un marché réglementé ou théoriquement prévu, selon une base tarifaire, ou des produits des activités ordinaires conformément à des accords de concession à long terme, à des contrats bilatéraux privés approuvés ou ratifiés par l'organisme de réglementation ou à des cadres de contrôle des prix. Elles comprennent nos entreprises de transport réglementé (gaz naturel et électricité) ainsi que de distribution commerciale et résidentielle (raccordements à l'électricité, à l'énergie de quartier et au gaz naturel). Notre base tarifaire augmente selon le capital investi pour moderniser et développer nos réseaux. Selon le territoire, notre base tarifaire peut également augmenter avec l'inflation et les investissements de maintien ou encore diminuer avec la dépréciation réglementaire. Le rendement obtenu est généralement déterminé par un organisme de réglementation pour des périodes prescrites. Par la suite, il peut être assujéti à des révisions d'usage sur la base de critères établis. Notre portefeuille diversifié d'actifs nous permet d'atténuer l'exposition aux risques liés à chacun de ces régimes de réglementation.

Compte tenu des structures des franchises et des économies d'échelle qui s'appliquent à nos entreprises de services publics, nous bénéficions souvent d'avantages concurrentiels importants lorsque vient le temps de soumissionner sur des projets qui élargiraient notre base tarifaire et nous permettraient de gagner des produits des activités ordinaires additionnels. En conséquence, nous nous attendons à ce que ce secteur génère des produits et des marges stables au fil du temps qui devraient augmenter avec l'investissement de capitaux supplémentaires et l'inflation. La presque totalité du BAIIA ajusté de notre secteur des services publics provient de produits tirés des activités réglementées ou contractuelles.

Pour notre secteur des services publics, les objectifs consistent à investir des capitaux afin d'élargir notre base tarifaire, de même qu'à offrir un service sûr, fiable et économiquement satisfaisant à nos clients. Si nous atteignons ces objectifs, nous serons en mesure d'obtenir un rendement approprié de la base tarifaire et de renforcer notre position sur le marché. Notre performance peut se mesurer par la croissance de notre base tarifaire, par le rendement de notre base tarifaire, de même que par la croissance de nos FTOA.

Notre secteur des services publics se compose des éléments suivants :

Transport réglementé

- Environ 5 300 kilomètres de lignes de transport au Brésil, dont environ 2 900 kilomètres sont en service.
- Environ 4 200 kilomètres de conduites de transport de gaz naturel en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Inde.

Distribution commerciale et résidentielle

- Environ 7,0 millions de raccordements, principalement d'électricité et de gaz naturel.
- Infrastructures résidentielles, dont la location de chauffe-eau et de systèmes de chauffage, ventilation et climatisation (« CVC »), de même que d'autres services résidentiels essentiels à environ 1,9 million de clients par année au Canada et aux États-Unis.
- Environ 330 000 services de compteurs divisionnaires sous contrat à long terme au Canada.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente notre quote-part des mesures clés de notre secteur des services publics.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Base tarifaire	5 597 \$	4 761 \$	5 597 \$	4 761 \$
Flux de trésorerie liés aux opérations (« FTO ») ¹	182	169	538	491
Investissements de maintien	(11)	(6)	(27)	(22)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés (« FTOA ») ¹	171 \$	163 \$	511 \$	469 \$
Rendement de la base tarifaire ^{2, 3}	12 %	12 %	12 %	12 %

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

2. Le rendement de la base tarifaire correspond au BAIIA ajusté divisé par la base tarifaire moyenne pondérée dans le temps.

3. Le rendement de la base tarifaire exclut l'incidence des produits liés aux raccordements, du remboursement de capital et des ajustements selon IFRS 16.

Notre société en commandite enregistre des rendements au sein d'un marché réglementé ou théoriquement prévu, selon une base tarifaire. Notre base tarifaire reflète le montant actuel, qu'il soit défini par l'organisme de réglementation ou présumé selon nos flux de trésorerie contractuels, sur lequel nous gagnons notre rendement. Notre base tarifaire augmente en fonction du capital que nous investissons pour étendre nos réseaux et est indexée en fonction de l'inflation locale. Le rendement que nous gagnons est habituellement déterminé par un organisme de réglementation pour une période prescrite, ou calculé en fonction des flux de trésorerie liés aux contrats que nous avons conclus. Nous sommes d'avis que la base tarifaire est utile puisqu'elle permet aux investisseurs de mieux comprendre le rendement sans effet de levier que nos actifs peuvent actuellement générer et qu'elle améliore la comparabilité avec d'autres placements liés aux services publics en permettant d'évaluer plus justement la performance opérationnelle de nos entreprises grâce à l'élimination de l'incidence de la structure du capital et du profil fiscal actuels.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, notre secteur des services publics a dégagé des FTO de 182 M\$, comparativement à 169 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les FTO ont augmenté de 8 % en raison d'une reprise des activités de raccordement au sein de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni, ainsi que de la croissance interne de 7 % découlant de l'indexation en fonction de l'inflation et des projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire. Les résultats ont également profité de l'apport lié à l'acquisition de la participation restante dans notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil, conclue à la fin d'avril. Les résultats de l'exercice précédent comprennent les apports de notre portefeuille de compteurs intelligents au Royaume-Uni et de notre plateforme d'énergie de quartier en Amérique du Nord, qui ont été cédés plus tôt au cours de l'exercice.

Le tableau suivant présente notre quote-part du BAIIA ajusté et des FTO des entreprises de ce secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	BAIIA ajusté ¹				FTO ¹			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Distribution commerciale et résidentielle	126 \$	134 \$	393 \$	321 \$	106 \$	107 \$	316 \$	252 \$
Transport réglementé	110	85	317	315	76	62	222	239
Total	236 \$	219 \$	710 \$	636 \$	182 \$	169 \$	538 \$	491 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, nos activités de distribution commerciale et résidentielle ont dégagé un BAIIA ajusté de 126 M\$ et des FTO de 106 M\$, contre 134 M\$ et 107 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont profité de l'incidence de l'indexation en fonction de l'inflation, des projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire au cours des 12 derniers mois et d'une reprise des activités de raccordement au sein de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni. Les résultats de l'exercice précédent comprennent les apports de notre portefeuille de compteurs intelligents au Royaume-Uni et de notre plateforme d'énergie de quartier en Amérique du Nord, qui ont été cédés au deuxième trimestre de l'exercice considéré.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, le BAIIA ajusté et les FTO générés par nos activités liées au transport réglementé se sont chiffrés respectivement à 110 M\$ et à 76 M\$, contre 85 M\$ et 62 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont bénéficié d'un ajustement annuel des tarifs en fonction de l'inflation de 24 % au sein de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil, de l'expansion continue de notre réseau de transport d'électricité au Brésil et de l'acquisition de la participation restante de 10 % dans notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil en avril dernier.

Le tableau qui suit présente l'évolution de notre quote-part de la base tarifaire.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020
Base tarifaire au début de la période	5 735 \$	5 199 \$	5 169 \$
Acquisitions	—	131	—
Incidence des acquisitions (ventes d'actifs)	—	—	(162)
Dépenses d'investissement liées aux projets mis en service	92	282	338
Indexation en fonction de l'inflation	—	136	164
Amortissement réglementaire	(29)	(50)	(87)
Écart de change et autres	(201)	(101)	(223)
Base tarifaire à la fin de la période	5 597 \$	5 597 \$	5 199 \$

Au 30 septembre 2021, notre base tarifaire se chiffrait à 5,6 G\$. La base tarifaire a augmenté depuis la fin de l'exercice en raison de l'incidence positive des nouveaux raccordements au sein de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni et de l'indexation en fonction de l'inflation au sein de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence du change.

Le tableau suivant présente l'évolution de notre quote-part du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020
Carnet d'investissements au début de la période	537 \$	634 \$	848 \$
Incidence des acquisitions (ventes d'actifs)	—	(139)	(19)
Nouveaux mandats de projets d'investissement	100	358	360
Moins : dépenses d'investissement	(109)	(341)	(521)
Écart de change et autres	(16)	—	(34)
Carnet d'investissements à la fin de la période	512	512	634
Travaux de construction en cours	403	403	438
Total des projets d'investissement devant être mis en service	915 \$	915 \$	1 072 \$

Le carnet d'investissements a trait à des projets qui ont été obtenus ou déposés auprès d'organismes de réglementation et qui devraient être mis en service et pris en compte dans la base tarifaire au cours des trois prochaines années. Au 30 septembre 2021, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 915 M\$, contre 1 072 M\$ au 31 décembre 2020. Les mandats de raccordement obtenus ont été plus que contrebalancés par les projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire et par l'incidence des ventes d'actifs.

Événements récents

En novembre 2021, le fonds lié aux infrastructures principal à capital variable de Brookfield, de concert avec des partenaires institutionnels, a conclu une entente visant l'acquisition de la totalité d'AusNet Services Ltd (« AusNet »), une société ouverte de services publics réglementés en Australie, pour approximativement 17,8 G\$ AU selon la valeur de l'entreprise. Les activités d'AusNet se composent essentiellement de trois réseaux réglementés dans l'État de Victoria pour le transport d'électricité, la distribution d'électricité et la distribution de gaz. Ces services publics réglementés de grande qualité sont indispensables et fournissent des services essentiels dans l'État de Victoria, et ils font partie du réseau fédérateur de transport d'électricité de l'Australie. La transaction devrait se conclure au deuxième trimestre de 2022, et BIP s'attend à investir environ 500 M\$, compte tenu de l'intéressant rendement initial et de l'importante occasion de croissance que représente le déploiement futur prévu des actifs réglementés de la société.



Transport

Notre secteur du transport est composé d'actifs d'infrastructures qui offrent des services de transport, de stockage et de manutention du fret, de marchandises et de passagers pour lesquels nous touchons généralement une redevance d'accès. La rentabilité est fonction du volume des services d'accès et services connexes fournis et du prix obtenu pour ces services. Ce secteur opérationnel est constitué d'entreprises qui pourraient être assujetties à des plafonds tarifaires ou à d'autres réglementations relatives aux tarifs qui visent le maintien de la concurrence, comme nos entreprises de chemins de fer et nos entreprises de routes à péage, ainsi que d'entreprises de terminaux diversifiés dont les activités sont largement contractuelles et assujetties aux régimes de réglementation applicables aux marchandises qu'elles manutentionnent. Les entreprises de transport sont, en règle générale, confrontées à d'importantes barrières à l'entrée et, dans plusieurs cas, ne disposent que d'un nombre restreint de substituts sur le marché local. Bien que ces entreprises affichent une sensibilité au prix du marché et au volume supérieure à celle de nos autres secteurs opérationnels, les produits sont généralement stables et, dans plusieurs cas, reposent sur des contrats ou des relations avec les clients. La diversification au sein de notre secteur du transport atténue l'impact des fluctuations de la demande d'un secteur d'activité, d'une marchandise ou d'un client en particulier. Environ 85 % du BAIIA ajusté de notre secteur du transport provient de produits tirés des contrats ou d'activités réglementées.

Pour notre secteur du transport, nos objectifs consistent à offrir un service sûr et fiable à nos clients et à répondre à leurs besoins en matière de croissance grâce à une utilisation accrue de nos actifs et à l'expansion de notre capacité par une utilisation efficace du capital. Si nous y parvenons, nous serons en mesure de facturer un tarif approprié pour nos services et d'obtenir un rendement attrayant sur le capital investi. Notre performance peut se mesurer par la croissance de nos produits et par notre marge du BAIIA ajusté.

Notre secteur du transport se compose des éléments suivants :

Chemins de fer

- 116 lignes de chemin de fer de marchandises d'intérêt local représentant plus de 22 000 kilomètres de voies ferrées en Amérique du Nord et en Europe.
- Seul fournisseur de réseau de chemins de fer dans la moitié sud de l'Australie-Occidentale, avec environ 5 500 kilomètres de voies ferrées, et exploitant d'environ 4 800 kilomètres de voies ferrées au Brésil.

Routes à péage

- Environ 3 800 kilomètres d'autoroutes au Brésil, au Chili, au Pérou et en Inde.

Terminaux diversifiés

- 13 terminaux en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Australie, lesquels facilitent le commerce international des ressources naturelles et des marchandises.
- Un terminal d'exportation de GNL aux États-Unis où transitent environ 25 millions de tonnes par année (« Mt/an »).
- Un terminal d'exportation en Australie où transitent 85 millions de tonnes par année.

Résultats d'exploitation

Le tableau suivant présente notre quote-part des mesures clés de notre secteur du transport.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Investissements de croissance	72 \$	32 \$	191 \$	89 \$
Marge du BAIIA ajusté ¹	48 %	52 %	47 %	52 %
Flux de trésorerie liés aux opérations (« FTO ») ²	181	154	516	420
Investissements de maintien	(46)	(30)	(113)	(93)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés (« FTOA ») ²	135 \$	124 \$	403 \$	327 \$

1. La marge du BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté.

2. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, notre secteur du transport a dégagé des FTO de 181 M\$, comparativement à 154 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats ont tiré parti d'une croissance interne de 9 % stimulée par les hausses de tarifs en fonction de l'inflation et par une augmentation des débits de circulation sur les routes à péage. Les résultats ont également profité de l'apport de notre terminal d'exportation de GNL aux États-Unis acquis à l'exercice précédent. Les résultats de l'exercice précédent comprennent l'apport complet de notre terminal d'exportation en Australie, qui a fait l'objet d'une cession partielle en décembre 2020.

Le tableau suivant présente la quote-part du BAIIA ajusté et des FTO pour chacune des activités composant ce secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	BAIIA ajusté ¹				FTO ¹			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Chemins de fer	90 \$	85 \$	269 \$	245 \$	72 \$	71 \$	215 \$	196 \$
Routes à péage	61	52	169	159	42	34	118	104
Terminaux diversifiés	99	63	284	165	67	49	183	120
Total	250 \$	200 \$	722 \$	569 \$	181 \$	154 \$	516 \$	420 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, nos activités liées aux chemins de fer ont généré un BAIIA ajusté de 90 M\$ et des FTO de 72 M\$, comparativement à 85 M\$ et à 71 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont tiré parti d'une augmentation des tarifs de 5 % dans l'ensemble de notre portefeuille, tandis que les volumes ferroviaires sont demeurés solides de façon générale.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, nos routes à péage ont généré un BAIIA ajusté de 61 M\$ et des FTO de 42 M\$, comparativement à 52 M\$ et à 34 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont profité d'une augmentation de 14 % des débits de circulation découlant de l'intensification de l'activité au sein de notre portefeuille mondial ainsi que d'une augmentation moyenne des tarifs en fonction de l'inflation de 7 %.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, le BAIIA ajusté et les FTO générés par nos activités liées aux terminaux diversifiés se sont chiffrés à 99 M\$ et à 67 M\$, respectivement, contre 63 M\$ et 49 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont profité de l'apport de notre terminal d'exportation de GNL aux États-Unis acquis à l'exercice précédent et de l'augmentation des tarifs de plusieurs de nos terminaux. Les résultats de l'exercice précédent comprennent un règlement d'arbitrage non récurrent favorable au sein de nos activités au Royaume-Uni et un apport accru de notre terminal d'exportation en Australie, dont nous avons vendu une proportion de 22 % en décembre 2020.

Le tableau suivant présente l'évolution de notre quote-part du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020
Carnet d'investissements au début de la période	447 \$	421 \$	383 \$
Incidence des acquisitions	—	—	54
Nouveaux mandats de projets d'investissement	192	329	157
Moins : dépenses d'investissement	(72)	(191)	(138)
Écart de change et autres	(31)	(23)	(35)
Carnet d'investissements à la fin de la période	536	536	421
Travaux de construction en cours	421	421	333
Total des projets d'investissement devant être mis en service	957 \$	957 \$	754 \$

Les projets d'investissement devant être mis en service ont trait entre autres à l'amélioration et à l'expansion de nos réseaux ferroviaires, à l'augmentation et à l'élargissement des voies sur certaines routes pour répondre à la hausse des débits de circulation ainsi qu'au creusage de mouillages plus profonds et à l'amélioration et à la modernisation des infrastructures existantes dans nos terminaux. Au 30 septembre 2021, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 957 M\$, contre 754 M\$ au 31 décembre 2020. Les projets d'investissement devant être mis en service ont augmenté par rapport à la fin de l'exercice, puisque les projets d'investissement mis en service au cours de la période et l'incidence du change ont été plus que contrebalancés par les nouveaux mandats de projets d'investissement.



Secteur médian

Notre secteur médian est composé de systèmes qui fournissent des services de transport, de collecte, de traitement et de stockage de gaz naturel. La rentabilité est fonction du volume des services fournis et du prix obtenu pour ces services. Ce secteur opérationnel est constitué d'entreprises assujetties à une réglementation, comme notre entreprise de conduites de transport de gaz naturel dont les services sont assujettis à des plafonds tarifaires. Les entreprises du secteur médian doivent généralement surmonter d'importantes barrières à l'entrée du fait des coûts fixes élevés, des économies d'échelle ou des positions uniques occupées dans leurs marchés locaux. Bien que ces entreprises soient plus sensibles aux prix du marché et au volume que notre secteur des services publics, leurs produits font généralement l'objet d'engagements contractuels assortis de durées variables et sont relativement stables.

Pour notre secteur médian, nos objectifs consistent à offrir un service sûr et fiable à nos clients et à répondre à leurs besoins en matière de croissance grâce à une utilisation accrue de nos actifs et à l'expansion de notre capacité par une utilisation efficace du capital. Si nous y parvenons, nous serons en mesure de facturer un tarif approprié pour nos services et d'obtenir un rendement attrayant sur le capital investi. Notre performance peut se mesurer par la croissance de nos produits, par notre marge du BAIIA ajusté ainsi que par la croissance de nos FTOA.

Notre secteur médian se compose des éléments suivants :

- Environ 15 000 kilomètres de conduites de transport de gaz naturel aux États-Unis.
- Stockage de gaz naturel d'environ 600 milliards de pieds cubes (« Gpi³ ») aux États-Unis et au Canada.
- 17 usines de traitement de gaz naturel ayant une capacité totale de traitement d'environ 5,7 Gpi³ par jour et environ 10 600 kilomètres de pipelines collecteurs de gaz au Canada.
- Un complexe pétrochimique au Canada.

Le tableau qui suit présente notre quote-part des mesures clés de notre secteur médian.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Investissements de croissance	44 \$	30 \$	48 \$	113 \$
Marge du BAIIA ajusté ¹	51 %	64 %	64 %	65 %
Flux de trésorerie liés aux opérations (« FTO ») ²	103	66	309	203
Investissements de maintien	(33)	(38)	(62)	(71)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés (« FTOA ») ²	70 \$	28 \$	247 \$	132 \$

1. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits. La marge du BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté.
2. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, nos activités du secteur médian du gaz naturel ont généré des FTO de 103 M\$, une augmentation de 56 %. Les résultats ont profité de la vigueur de la demande des clients, qui a entraîné une hausse des volumes de transport aux États-Unis et une hausse des produits sensibles aux conditions du marché dans l'ensemble de nos activités. Au troisième trimestre, les résultats ont également profité d'un apport partiel d'IPL, qui a été acquise le 20 août 2021. Les résultats de l'exercice précédent comprennent une participation additionnelle de 12,5 % dans notre gazoduc aux États-Unis, qui a été cédée plus tôt au cours de l'exercice considéré.

Le tableau suivant présente la quote-part du BAIIA ajusté et des FTO pour chacune des activités composant ce secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
BAIIA ajusté ¹	128 \$	87 \$	395 \$	269 \$
Flux de trésorerie liés aux opérations (« FTO ») ¹	103	66	309	203

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Le BAIHA ajusté et les FTO se sont chiffrés à 128 M\$ et à 103 M\$, respectivement, contre 87 M\$ et 66 M\$ à l'exercice précédent. Les résultats ont profité de l'apport de l'acquisition d'Inter Pipeline et de la mise en service, en mars, de la deuxième phase du projet d'expansion sur la côte du golfe du Mexique relativement à notre gazoduc aux États-Unis. Les résultats de l'exercice précédent comprennent une participation additionnelle de 12,5 % dans notre gazoduc aux États-Unis, qui a été vendue au mois de mars de l'exercice considéré.

Le tableau suivant présente l'évolution de notre quote-part du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020
Carnet d'investissements au début de la période	2 \$	8 \$	161 \$
Incidence des acquisitions	227	227	—
Nouveaux mandats de projets d'investissement	19	19	18
Moins : dépenses d'investissement	(44)	(48)	(145)
Écart de change et autres	1	(1)	(26)
Carnet d'investissements à la fin de la période	205	205	8
Travaux de construction en cours	1 634	1 634	121
Total des projets d'investissement devant être mis en service	1 839 \$	1 839 \$	129 \$

Au 30 septembre 2021, le total des projets d'investissement devant être mis en service s'établissait à 1 839 M\$, comparativement à 129 M\$ au 31 décembre 2020. Les projets d'investissement devant être mis en service ont augmenté par rapport à la fin de l'exercice en raison de l'acquisition d'Inter Pipeline, facteur partiellement contrebalancé par la mise en service de la deuxième phase du projet d'expansion sur la côte du golfe du Mexique relativement à notre gazoduc aux États-Unis.



Données

Notre secteur des données se compose d'infrastructures essentielles au service de clients dans les secteurs des télécommunications, de la fibre optique et du stockage de données. Nos activités liées à la transmission et à la distribution de données fournissent des infrastructures et des services essentiels aux secteurs de la radiodiffusion et des télécommunications, tandis que nos activités liées au stockage de données fournissent des services et des infrastructures aux clients commerciaux. Ces services ainsi que l'accès à des infrastructures font l'objet de contrats à moyen ou à long terme (d'une durée pouvant aller jusqu'à 20 ans tant pour nos entreprises de transmission et de distribution de données que pour nos activités liées aux centres de données) assortis d'un mécanisme de rajustement en fonction de l'inflation, ce qui donne lieu à des produits et à des flux de trésorerie récurrents et prévisibles.

Notre clientèle des services de transmission et de distribution de données se compose d'importantes sociétés de télécommunications de premier plan en France, au Royaume-Uni et en Inde, ainsi que des clients de détail et de gros et des entreprises en Nouvelle-Zélande. En ce qui concerne nos activités de stockage de données, notre clientèle comprend environ 1 000 clients en colocation situés principalement aux États-Unis et provenant d'une diversité de secteurs, ainsi que des clients mondiaux à grande échelle en Asie-Pacifique et en Amérique du Sud.

Nos objectifs en ce qui concerne le secteur des données consistent à investir du capital afin d'améliorer et d'élargir nos gammes de services tout en fournissant un accès sécuritaire, fiable et sécurisé à nos immeubles. Si nous réussissons à atteindre ces objectifs, nous croyons que nous pourrions nous attirer de nouveaux clients et maintenir un faible roulement parmi nos clients existants. Le rendement de nos activités liées à la transmission et à la distribution de données et de nos activités liées aux centres de données peut être évalué par la croissance des produits et les améliorations de la marge du BAIIA ajusté.

Notre secteur des données se compose des éléments suivants :

Transmission et distribution de données

- Environ 145 000 tours de télécommunications en service en Inde.
- Environ 8 000 tours à fonctions multiples et sites actifs installés sur des toits en France.
- 10 000 kilomètres de réseau d'interconnexion à fibres optiques situé en France et au Brésil.
- Environ 1 600 stations cellulaires et plus de 11 500 kilomètres de câble à fibre optique en Nouvelle-Zélande.
- Environ 2 100 tours de télécommunications actives et plus de 70 systèmes d'antennes distribuées principalement au Royaume-Uni.

Stockage de données

- 54 centres de données, comptant environ 1,6 million de pieds carrés de planchers surélevés situés sur cinq continents.
- 200 mégawatts de capacité de charge critique.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente notre quote-part des principales mesures pour notre secteur des données.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Investissements de croissance	67 \$	26 \$	166 \$	84 \$
Marge du BAIIA ajusté ¹	55 %	53 %	53 %	52 %
Flux de trésorerie liés aux opérations (« FTO ») ²	58	50	178	135
Investissements de maintien	(9)	(6)	(33)	(19)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés (« FTOA ») ²	49 \$	44 \$	145 \$	116 \$

1. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits. La marge du BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté.
2. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, notre secteur des données a dégagé des FTO de 58 M\$, par rapport à 50 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats ont profité de la croissance interne découlant de la construction de tours au sein de notre entreprise de tours de télécommunications en Inde ainsi que des nouveaux points de présence et du déploiement de notre programme de fibre jusqu'au domicile au sein de notre entreprise de télécommunications en France. Les résultats ont également profité de l'apport, pour un trimestre complet, de notre entreprise de tours de télécommunications en Inde acquise au moins d'août de l'exercice précédent.

Le tableau suivant présente la quote-part des résultats financiers attribuable à notre secteur des données.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	BAIIA ajusté ¹				FTO ¹			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Transmission et distribution de données	73 \$	52 \$	216 \$	135 \$	52 \$	42 \$	158 \$	111 \$
Stockage de données	11	13	34	39	6	8	20	24
Total	84 \$	65 \$	250 \$	174 \$	58 \$	50 \$	178 \$	135 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, nos activités liées à la transmission et à la distribution de données ont généré un BAIIA ajusté de 73 M\$ et des FTO de 52 M\$, comparativement à 52 M\$ et à 42 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont profité du déploiement d'initiatives de croissance au sein de notre entreprise de télécommunications en France et de l'apport de notre entreprise de tours de télécommunications en Inde acquise à l'exercice précédent, au sein de laquelle nous avons ajouté environ 10 000 tours visées par des contrats au cours des 12 derniers mois.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, nos activités de stockage de données ont généré un BAIIA ajusté de 11 M\$ et des FTO de 6 M\$, comparativement à 13 M\$ et à 8 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont diminué, l'apport de la capacité de 13 MW construite au sein de notre entreprise de centres de données au Brésil au cours des 12 derniers mois ayant été contrebalancé par le roulement de la clientèle au sein de notre entreprise de centres de données aux États-Unis.

Le tableau suivant présente l'évolution de notre quote-part du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020
Carnet d'investissements au début de la période	444 \$	367 \$	152 \$
Incidence des acquisitions	—	—	144
Nouveaux mandats de projets d'investissement	55	232	180
Moins : dépenses d'investissement	(67)	(166)	(131)
Écart de change et autres	(11)	(12)	22
Carnet d'investissements à la fin de la période	421	421	367
Travaux de construction en cours	84	84	48
Total des projets d'investissement devant être mis en service	505 \$	505 \$	415 \$

Au 30 septembre 2021, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 505 M\$, contre 415 M\$ au 31 décembre 2020. Les projets d'investissement devant être mis en service ont augmenté par rapport à la fin de l'exercice, les nouveaux mandats de projets d'investissement ayant plus que contrebalancé les projets d'investissement mis en service au cours de la période ainsi que l'incidence du change.



Siège social

Le tableau qui suit présente, sur une base proportionnelle, les éléments du secteur Siège social.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
BAIIA ajusté ¹	(102) \$	(86) \$	(293) \$	(219) \$
Flux de trésorerie liés aux opérations (« FTO ») ¹	(102)	(74)	(294)	(193)

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, le BAIIA ajusté et les FTO de notre secteur Siège social ont correspondu à des pertes de 102 M\$ et de 102 M\$, respectivement, contre 86 M\$ et 74 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. La diminution du BAIIA ajusté et des FTO par rapport à l'exercice précédent tient à l'augmentation des honoraires de gestion de base en raison d'une augmentation du cours de nos parts et de l'augmentation du nombre de parts.

En vertu de notre convention-cadre de services, nous payons à Brookfield des honoraires de gestion de base annuels correspondant à 1,25 % de la valeur de marché combinée de notre société en commandite et de BIPC majorée des parts privilégiées en circulation et du montant net de la dette avec recours. Les honoraires de gestion de base se sont établis à 99 M\$, une augmentation par rapport à l'exercice précédent, en raison d'une hausse du cours des parts et du recours aux marchés financiers pour financer de nouvelles initiatives de croissance.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La nature de notre base d'actifs et la qualité des flux de trésorerie que nous en tirons nous permettent de maintenir une structure de capital stable et peu coûteuse. Nous nous efforçons de maintenir suffisamment de liquidités en tout temps pour être en mesure de saisir les occasions intéressantes lorsqu'elles se présentent, de mieux composer avec toute dégradation inattendue de la conjoncture et de maintenir nos distributions aux porteurs de parts. Nos liquidités proviennent principalement des flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation, des facilités de crédit inutilisées et de notre accès aux marchés publics et aux marchés des capitaux privés. Nous structurons également les actifs que nous détenons de manière à accroître notre capacité de les monnayer et ainsi obtenir des liquidités supplémentaires, au besoin. Dans certains cas, les filiales peuvent être assujetties à des limites relativement à leur capacité de déclarer ou de verser des dividendes à notre société en commandite. Cependant, aucune limite importante n'existait au 30 septembre 2021 et au 31 décembre 2020.

Nos liquidités à l'échelle du groupe au 30 septembre 2021 se composaient de ce qui suit :

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	30 septembre 2021	31 décembre 2020
Trésorerie et actifs financiers généraux	732 \$	464 \$
Facilité de crédit générale engagée ¹	2 975	2 975
Facilité de crédit générale subordonnée	500	500
Prélèvements sur la facilité de crédit générale ¹	(646)	(1 131)
Engagements en vertu de la facilité de crédit générale	(61)	(63)
Papier commercial ¹	(498)	—
Dépôt reçu de la société mère ²	—	(545)
Quote-part de la trésorerie conservée dans les entreprises	687	502
Quote-part du montant disponible aux termes des facilités de crédit des filiales	823	767
Liquidités à l'échelle du groupe	4 512 \$	3 469 \$

1. Comprend une facilité de crédit générale engagée de 1,975 G\$ et une facilité d'appoint temporaire de 1,0 G\$. Au 30 septembre 2021, aucun montant n'avait été prélevé sur notre facilité d'appoint temporaire.
2. À l'occasion, Brookfield Infrastructure place des dépôts auprès de Brookfield, ou en reçoit de cette dernière. Ce dépôt porte intérêt aux taux du marché et a été versé à Brookfield Infrastructure afin d'utiliser la trésorerie excédentaire détenue par la société mère pour rembourser les prélèvements effectués par Brookfield Infrastructure sur la facilité de crédit générale.

Les liquidités à l'échelle du groupe sont, à notre avis, suffisantes pour répondre aux besoins actuels de Brookfield Infrastructure. À la fin du trimestre, les liquidités à l'échelle du groupe se chiffraient à 4,5 G\$, ce qui représente une augmentation par rapport à notre situation de trésorerie au 31 décembre 2020 attribuable aux capitaux mobilisés dans le cadre de plusieurs ventes d'actifs et à l'activité sur les marchés financiers au cours de l'exercice, facteurs partiellement contrebalancés par de nouveaux investissements.

Nous finançons nos actifs surtout en ce qui a trait aux sociétés en exploitation au moyen d'emprunts qui, en général, viennent à échéance à long terme, comportent peu de clauses restrictives et sont sans recours contre Brookfield Infrastructure ou nos autres activités.

Sur une base consolidée, au 30 septembre 2021, nos remboursements de capital prévus pour les cinq prochaines années étaient les suivants :

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Durée moyenne (en années)	Pour les périodes de 1 an closes les 30 septembre						Après	Total
		2022	2023	2024	2025	2026			
Emprunts généraux ¹	13	— \$	— \$	552 \$	— \$	— \$	1 748 \$		2 300 \$
Emprunts sans recours	8	2 681	1 944	4 129	2 952	3 169	11 426		26 301

1. Les emprunts généraux et la durée moyenne à l'échéance sont présentés sur une base pro forma pour exclure les prélèvements sur notre facilité de crédit générale, nos émissions de papier commercial et les coûts de financement différés et autres. Se reporter à la note 11, « Emprunts », pour plus de détails.

La dette proportionnelle est présentée pour aider les investisseurs à comprendre la structure du capital de nos placements sous-jacents qui sont consolidés dans nos états financiers, mais qui ne sont pas entièrement détenus. Présentée parallèlement au BAIIA ajusté, la dette proportionnelle devrait fournir de l'information utile quant à la façon dont la société en commandite a financé ses entreprises au niveau de l'actif. La seule différence entre la dette consolidée présentée en vertu des normes IFRS et la dette proportionnelle est l'ajustement visant le retrait de la quote-part de la dette des placements consolidés qui ne sont pas détenus par notre société en commandite et l'ajout de la dette proportionnelle des participations dans des entreprises associées. La direction a recours à la dette proportionnelle pour comprendre la structure du capital de nos placements sous-jacents qui sont consolidés dans nos états financiers, mais qui ne sont pas entièrement détenus, et de nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises. La dette proportionnelle présente de l'information utile quant à la façon dont notre société en commandite a financé ses entreprises au niveau de l'actif et donne un aperçu de notre rendement sur le capital que nous avons investi à un niveau donné d'endettement.

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette proportionnelle, une mesure de la liquidité non conforme aux normes IFRS, et de la dette consolidée.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020
Dette consolidée	29 786 \$	23 178 \$
Ajouter : quote-part de la dette des participations dans des entreprises associées :		
Services publics	498	491
Transport	3 244	3 247
Secteur médian	737	968
Données	828	769
Ajouter : quote-part de la dette directement liée aux actifs détenus en vue de la vente	211	—
Déduire : emprunts attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	(16 107)	(12 876)
Prime sur la dette et swaps de devises	(343)	(326)
Dette proportionnelle	18 854 \$	15 451 \$

Sur une base proportionnelle, au 30 septembre 2021, nos remboursements de capital prévus pour les cinq prochaines années étaient les suivants :

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Durée moyenne (en années)	2021	2022	2023	2024	2025	Après	Total
Emprunts avec recours								
Emprunts généraux ¹	13	— \$	— \$	— \$	552 \$	— \$	1 748 \$	2 300 \$
Total des emprunts avec recours	13	—	—	—	552	—	1 748	2 300
Emprunts sans recours²								
Services publics								
Distribution commerciale et résidentielle	11	11	70	320	116	244	1 825	2 586
Transport réglementé	9	21	69	350	275	30	510	1 255
	10	32	139	670	391	274	2 335	3 841
Transport								
Chemins de fer	4	6	169	192	205	166	584	1 322
Routes à péage	8	35	152	129	145	135	556	1 152
Terminaux diversifiés	5	1	104	231	318	534	1 497	2 685
	6	42	425	552	668	835	2 637	5 159
Secteur médian³	5	1	324	746	1 380	405	1 969	4 825
Données								
Transmission et distribution de données	6	—	195	41	328	80	662	1 306
Stockage de données	4	32	2	18	17	166	64	299
	6	32	197	59	345	246	726	1 605
Total des emprunts sans recours^{2, 4}	7	107	1 085	2 027	2 784	1 760	7 667	15 430
Total des emprunts⁵	7	107 \$	1 085 \$	2 027 \$	3 336 \$	1 760 \$	9 415 \$	17 730 \$
Pourcentage du total des emprunts		1 %	6 %	11 %	19 %	10 %	53 %	100 %

1. Les emprunts généraux et la durée moyenne à l'échéance sont présentés sur une base pro forma pour exclure les prélèvements sur notre facilité de crédit générale, nos émissions de papier commercial et les coûts de financement différés et autres. Se reporter à la note 11, « Emprunts », pour plus de détails. Le calcul de la dette nette présenté dans le tableau qui suit exclut ces ajustements pro forma.
2. Représente la dette sans recours contre Brookfield Infrastructure, puisque les porteurs ont un droit de recours seulement contre les activités sous-jacentes.
3. Les obligations liées au papier commercial d'Inter Pipeline sont entièrement visées par une facilité de crédit de sûreté et ont été présentées dans le tableau qui précède en fonction de l'échéance de la facilité connexe.
4. Au 30 septembre 2021, une tranche d'approximativement 35 M\$ de la dette nette proportionnelle ne respectait pas les clauses restrictives financières au niveau de l'actif. Cette tranche correspond à moins de 1 % du total de la dette proportionnelle de la société en commandite. Nous prévoyons être en mesure d'obtenir un refinancement ou une renonciation de la part de nos institutions financières et, par conséquent, nous avons présenté la dette en fonction de l'année d'échéance contractuelle.
5. Au 30 septembre 2021, environ 40 % des emprunts avaient été émis sous la forme d'emprunts à taux variable. Brookfield Infrastructure et ses filiales ont conclu des swaps de taux d'intérêt au moyen desquels la dette à taux variable a été transformée en dette à taux fixe, ce qui a réduit à environ 29 % la proportion des emprunts à taux variable sur le total de nos emprunts. Compte non tenu du fonds de roulement et des facilités pour dépenses d'investissement, les emprunts à taux variable correspondent approximativement à 21 % du total de nos emprunts, incluant l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

La durée moyenne de nos emprunts au niveau de l'actif est de sept ans. Sur une base proportionnelle, notre ratio d'endettement net, défini comme la dette nette proportionnelle divisée par la dette nette proportionnelle majorée du capital investi, s'établissait à 62 % au 30 septembre 2021. Le taux d'intérêt moyen pondéré en trésorerie s'établissait à 4,4 % pour l'ensemble des entreprises (30 septembre 2020 – 4,3 %), les taux pour nos secteurs des services publics, du transport, du secteur médian, des données et du siège social s'étant respectivement chiffrés à 5,0 %, à 5,7 %, à 3,8 %, à 4,4 % et à 2,9 % (30 septembre 2020 – 4,1 %, 4,8 %, 5,3 %, 4,8 % et 3,4 %, respectivement).

Le tableau suivant présente notre dette nette, une mesure non conforme aux normes IFRS utilisée pour évaluer la dette proportionnelle, déduction faite de notre quote-part de la trésorerie, au 30 septembre 2021.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020
Emprunts proportionnels		
Services publics	3 841 \$	4 037 \$
Transport	5 159	5 231
Secteur médian	4 825	1 609
Données	1 605	1 416
Siège social	3 424	3 158
Total de la dette proportionnelle	18 854 \$	15 451 \$
Quote-part de la trésorerie conservée dans les entreprises		
Services publics	234 \$	119 \$
Transport	267	285
Secteur médian	75	25
Données	111	73
Siège social	732	464
Total de la quote-part de la trésorerie conservée	1 419 \$	966 \$
Dette nette proportionnelle		
Services publics	3 607 \$	3 918 \$
Transport	4 892	4 946
Secteur médian	4 750	1 584
Données	1 494	1 343
Siège social	2 692	2 694
Total de la dette nette proportionnelle	17 435 \$	14 485 \$

INFORMATION FINANCIÈRE SUPPLÉMENTAIRE

L'information qui suit est présentée conformément à la règle 13-01 du règlement S-X. Une ou plusieurs des entités suivantes pourrait garantir pleinement et inconditionnellement le paiement du capital, de la prime (le cas échéant) et des intérêts ainsi que de certains autres titres d'emprunt de premier rang ou de rang subordonné émis par Brookfield Infrastructure Finance ULC (« Finco ») : notre société en commandite, la société de portefeuille SEC, BIP Bermuda Holdings I Limited (« Bermuda Holdco »), Brookfield Infrastructure Holdings (Canada) Inc. (« Can Holdco »), Brookfield Infrastructure US Holdings I Corporation (« US Holdco ») et BIPC Holdings Inc. (« BIPC Holdings », et conjointement avec notre société en commandite, la société de portefeuille SEC, Bermuda Holdco, Can Holdco et US Holdco, les « garants »).

Les tableaux suivants présentent un résumé de l'information financière des entités suivantes :

- notre société en commandite;
- Finco;
- la société de portefeuille SEC, Bermuda Holdco, Can Holdco, US Holdco et BIPC Holdings.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	État du résultat net			
	Total – Finco et garants	Produits reçus de (charges payées à des filiales non garantes	Produits reçus (charges payées à) d'autres parties liées	Produits reçus (charges payées à) d'autres entités
Produits ¹	— \$	— \$	— \$	— \$
Marge brute	—	—	—	—
Autres produits ²	1 380	1 380	—	—
Bénéfice net	936	1 257	(221)	(100)
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020				
Produits ¹	— \$	— \$	— \$	— \$
Marge brute	—	—	—	—
Autres produits ²	1 660	1 660	—	—
Bénéfice net	839	1 229	(242)	(148)

1. Le total des produits de notre société en commandite et ses filiales contrôlées s'est chiffré à 8 885 M\$ et à 8 285 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 et la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, respectivement.
2. Les autres produits comprennent les dividendes et les produits d'intérêts.

Au 30 septembre 2021 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	État de la situation financière			
	Total – Finco et garants	Montants à recevoir de (à payer à des) filiales non garantes	Montants à recevoir (à payer à) d'autres parties liées	Montants à recevoir (à payer à) d'autres entités
Actifs courants	230 \$	123 \$	— \$	107 \$
Total de l'actif ¹	1 199	1 091	—	108
Passifs courants	3 140	2 220	97	823
Total du passif	8 881	5 653	117	3 111

Au 31 décembre 2020

Actifs courants	176 \$	170 \$	— \$	6 \$
Total de l'actif ¹	1 806	1 787	—	19
Passifs courants	2 081	1 422	634	25
Total du passif	9 307	5 642	654	3 011

1. Le total de l'actif de notre société en commandite et ses filiales contrôlées s'est chiffré à 61 331 M\$ et à 74 452 M\$ au 31 décembre 2020 et au 30 septembre 2021, respectivement.

GESTION DU CAPITAL

L'approche de notre société en commandite en matière de gestion du capital consiste à maximiser les rendements pour les porteurs de parts et à nous assurer que le capital est investi de façon à nous permettre d'atteindre nos objectifs en matière de rendement des placements.

Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société en commandite, est une mesure que nous utilisons pour évaluer le rendement du capital investi par rapport au rendement visé. Les décisions d'investissement reposent, entre autres mesures et facteurs, sur des rendements annuels visés du capital investi allant de 12 % à 15 % à long terme. Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les FTOA, moins le rendement du capital estimatif lié aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période.

Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres, déduction faite de l'incidence des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, la moyenne pondérée du capital investi s'est chiffrée à 10 025 M\$ et à 9 602 M\$, respectivement. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour obtenir plus de détails.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le tableau ci-dessous présente les obligations contractuelles de Brookfield Infrastructure au 30 septembre 2021.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Paievements exigibles par période				Total des flux de trésorerie contractuels
	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Créditeurs et autres passifs	3 163 \$	45 \$	72 \$	259 \$	3 539 \$
Emprunts généraux ¹	498	—	1 198	1 748	3 444
Emprunts sans recours	2 681	1 944	10 250	11 426	26 301
Passifs financiers	1 506	60	178	1 185	2 929
Obligations locatives	279	252	652	3 740	4 923
Charges d'intérêts :					
Emprunts généraux ²	83	83	199	826	1 191
Emprunts sans recours	1 018	950	2 161	2 655	6 784

1. Les emprunts généraux excluent les coûts de financement différés et autres. Se reporter à la note 11, « Emprunts », pour plus de détails.

2. Les charges d'intérêts sur les emprunts généraux comprennent des obligations non actualisées liées aux intérêts sur les billets subordonnés assortis d'un coupon de 5,00 % et venant à échéance le 24 mai 2081, d'une valeur de 250 M\$.

De plus, en vertu de la convention-cadre de services, nous versons chaque trimestre à Brookfield des honoraires de gestion de base équivalant à 0,3125 % (1,25 % annuellement) de la valeur de marché de notre société en commandite, plus le montant net des emprunts avec recours. Ces honoraires devraient s'élever à quelque 396 M\$ par année, en fonction de la capitalisation boursière de notre société en commandite au 30 septembre 2021, majorée de nos parts privilégiées et du montant net de nos emprunts généraux avec recours.

Un élément indissociable de la stratégie de notre société en commandite consiste à participer avec des investisseurs institutionnels à des fonds privés liés aux infrastructures dont Brookfield est le promoteur, lesquels visent des acquisitions correspondant au profil de Brookfield Infrastructure. Dans le cours normal des activités, notre société en commandite a pris des engagements envers des fonds privés liés aux infrastructures dont Brookfield est le promoteur afin de participer à ces acquisitions cibles dans l'avenir lorsqu'elles seront identifiées, le cas échéant.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Stratégie de couverture du risque de change

Dans la mesure où nous croyons que cela s'avère intéressant sur le plan économique, notre stratégie consiste à couvrir une partie de nos placements en titres de capitaux propres ou de nos flux de trésorerie exposés au risque de change dans le cadre de nos activités. Les principes clés suivants constituent le fondement de notre stratégie de couverture du risque de change :

- Nous tirons parti de toute couverture naturelle qu'il pourrait y avoir au sein de nos activités.
- Dans la mesure du possible, nous finançons nos activités par des emprunts en monnaie locale.
- Nous pouvons recourir à des contrats dérivés dans la mesure où les couvertures naturelles ne sont pas suffisantes.

Le tableau qui suit présente la partie couverte de notre placement en devises au 30 septembre 2021. Les soldes ajustés des placements en titres de capitaux propres reflètent la valeur comptable de nos actifs au 30 septembre 2021, qui comporte certaines limites pour l'évaluation de notre position de couverture. Plus important encore, toutes les immobilisations incorporelles et les occasions de croissance ne sont pas admissibles à une réévaluation. Par conséquent, la valeur comptable est inférieure à la juste valeur, comme l'illustre le tableau qui suit :

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Couvertures de change									
	USD ¹	AUD	NZD	GBP	BRL	CAD ²	EUR	PEN	INR	Autres
Placement en titres de capitaux propres, montant brut – \$ US	3 195 \$	1 429 \$	149 \$	1 584 \$	1 469 \$	2 741 \$	794 \$	96 \$	655 \$	126 \$
Éléments généraux – \$ US ³	(3 090)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Placement en titres de capitaux propres – \$ US	105	1 429	149	1 584	1 469	2 741	794	96	655	126
Contrats de change – \$ US	5 985	(1 154)	(149)	(1 425)	—	(2 187)	(794)	(9)	(141)	(126)
Position nette non couverte	6 090 \$	275 \$	— \$	159 \$	1 469 \$	554 \$	— \$	87 \$	514 \$	— \$
Pourcentage des placements en titres de capitaux propres couverts	s.o.	81 %	100 %	90 %	— %	80 %	100 %	9 %	22 %	100 %

1. Le montant net du placement en titres de capitaux propres en dollars américains exclut des parts privilégiées de 389 M\$.

2. Le montant net du placement en titres de capitaux propres en dollars canadiens exclut des parts privilégiées et des actions privilégiées de 821 M\$.

3. Comprend des billets à moyen terme, des billets subordonnés, les émissions de papier commercial, le dépôt de notre société mère et le fonds de roulement au niveau de la société en commandite.

Au 30 septembre 2021, 67 % de notre placement net en titres de capitaux propres était en dollars américains, notre monnaie fonctionnelle. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, nous avons comptabilisé des profits dans le résultat global de 155 M\$ (30 septembre 2020 – pertes de 132 M\$) relativement à ces contrats.

RÉINVESTISSEMENT DES CAPITAUX

Nous finançons nos investissements de croissance par les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, ainsi que par une dette sans recours qui atteint les seuils en matière de couverture et de clauses restrictives permettant d'obtenir une notation de première qualité. De cette façon, nous pouvons nous assurer que nos placements disposent de structures du capital stables qui sont soutenues par une quantité importante de capitaux propres et que les flux de trésorerie en ce qui concerne l'actif peuvent être versés librement à la société en commandite. Cette stratégie est également à la base de nos notations de première qualité.

Pour financer des projets d'aménagement et des acquisitions de grande envergure, nous évaluons diverses sources de capitaux, y compris le produit de la vente d'entreprises arrivées à maturité, en plus de mobiliser des fonds sur les marchés boursiers au moyen d'émissions de titres de capitaux propres, de titres d'emprunt et d'actions privilégiées. En outre, la société en commandite possède des facilités de crédit renouvelables engagées de 2,975 G\$ qui peuvent être utilisées aux fins des placements et des acquisitions, ainsi que pour financer la composante capitaux propres des initiatives de croissance interne. Ces facilités ne sont pas une source permanente de capitaux : elles visent plutôt à satisfaire des besoins provisoires en attendant une stratégie de financement à long terme, et c'est ainsi qu'elles ont été utilisées par le passé.

Le tableau qui suit présente un rapprochement des variations de notre quote-part de la trésorerie pour l'exercice.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Flux de trésorerie liés aux opérations (« FTO »)	422 \$	365 \$	1 247 \$	1 056 \$
Investissements de maintien	(99)	(80)	(235)	(205)
Fonds disponibles aux fins de distribution (« FTOA »)	323	285	1 012	851
Distributions versées	(318)	(283)	(926)	(848)
Fonds disponibles aux fins de réinvestissement	5	2	86	3
Investissements de croissance	(292)	(228)	(746)	(664)
Financement par emprunt des investissements de croissance	164	139	443	377
(Remboursements) émissions de titres d'emprunt sans recours	(63)	4	(28)	130
Produit du réinvestissement de capital	575	57	1 789	315
Nouveaux placements	(2 013)	(976)	(2 154)	(976)
Prélèvements (remboursements) nets sur la facilité de crédit générale et le papier commercial	648	(603)	13	(212)
Émissions de parts de société en commandite	1 399	2	1 405	7
Produit de l'émission de titres d'emprunt	—	382	244	657
(Rachat) émission de parts privilégiées, montant net	(206)	195	(12)	195
Dépôt (remboursé à) reçu de la société mère	(201)	545	(545)	545
Incidence des fluctuations des devises	(26)	(2)	(9)	(54)
Variations du fonds de roulement et autres	(42)	21	(33)	(75)
Variation de la quote-part de la trésorerie	(52)	(462)	453	248
Quote-part de la trésorerie d'ouverture	1 471	1 389	966	679
Quote-part de la trésorerie de clôture	1 419 \$	927 \$	1 419 \$	927 \$

Nous présentons les flux de trésorerie générés par nos entreprises sur une base proportionnelle puisqu'environ 40 % de nos FTO proviennent de placements qui ne sont pas consolidés dans nos états financiers. La société en commandite prend part à des arrangements comme des coentreprises ou des consortiums, ce qui lui permet d'avoir accès à des partenaires qui possèdent une expertise locale stratégique et d'importants capitaux. Lorsqu'elle investit dans de tels arrangements, lesquels ne sont pas consolidés aux fins des états financiers, la société en commandite conserve néanmoins le contrôle conjoint ou une influence notable sur l'entreprise et n'est pas par conséquent un investisseur passif. Nous établissons des accords de gouvernance afin d'exiger de chacune de nos entreprises qu'elle distribue la totalité de la trésorerie disponible (généralement définie comme les fonds en caisse, moins tout montant réservé aux fins des projets de croissance engagés selon l'approbation du conseil d'administration de l'entreprise), accords qui assurent que toute décision de ne pas distribuer la totalité des flux de trésorerie disponibles ne puisse être prise sans notre consentement exprès. Par conséquent, la société en commandite a accès aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la totalité de nos entreprises, y compris les coentreprises et tout placement non consolidé.

Le tableau qui suit présente l'importance des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation générés par les placements qui ne sont pas consolidés dans nos états financiers, ainsi qu'un rapprochement des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation consolidés et des FTOA.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	917 \$	776 \$	2 207 \$	2 113 \$
Ajouter : FTO des entreprises associées et des coentreprises	184	139	543	414
Déduire :				
Distributions reçues d'entreprises associées et de coentreprises, déduction faite des fonds injectés	(27)	(20)	(86)	(151)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ¹	(545)	(585)	(1 453)	(1 443)
	529	310	1 211	933
Moins : investissements de maintien	(99)	(80)	(235)	(205)
Variation des éléments du fonds de roulement et autres	(107)	55	36	123
FTOA ²	323 \$	285 \$	1 012 \$	851 \$

1. En déduisant les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, la société en commandite peut présenter les FTOA attribuables à la société en commandite. Nous sommes d'avis que notre information financière proportionnelle, lorsqu'elle est lue parallèlement aux résultats présentés par la société en commandite en vertu des normes IFRS, offre l'évaluation la plus éloquent du rendement de nos activités. Se reporter à la description des limites des résultats proportionnels à titre d'outil d'analyse présentée à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion.
2. Le bénéfice net est la mesure conforme aux normes IFRS qui se rapproche le plus des FTOA. Toutefois, comme nous croyons qu'il peut être utile à l'occasion de présenter un autre rapprochement, nous avons présenté ce rapprochement des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation consolidés et des FTOA. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement des FTOA et du bénéfice net.

En matière de gestion de la trésorerie, la société en commandite gère ses réserves de façon à réduire au minimum l'incidence du change et les frais administratifs, et à améliorer notre capacité d'obtenir du financement par emprunt au niveau de l'actif. Même si les capitaux sont principalement mobilisés au niveau de la société en commandite pour financer la composante capitaux propres des investissements de croissance interne, le financement réel des projets peut être obtenu en injectant de la trésorerie dans les filiales ou en ayant recours aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation conservés par l'entreprise. Fait important à noter, le transfert physique de la trésorerie n'a aucune incidence sur la capacité de Brookfield Infrastructure à financer les dépenses d'investissement ou à verser des distributions.

POLITIQUE DE DISTRIBUTION

Nos distributions s'appuient sur des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation stables et issus d'activités contractuelles et hautement réglementées. L'objectif de la société en commandite est de verser des distributions durables. La cible du ratio de distribution de la société en commandite se situe entre 60 % et 70 % des FTO. Lorsque nous déterminons ce que nous considérons comme un ratio de distribution prudent, nous conservons généralement une tranche d'environ 15 % à 20 % des FTOA qui servira à financer une partie ou la totalité de nos investissements de croissance financés à l'interne.

Le tableau qui suit présente les ratios de distribution de la société en commandite.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Flux de trésorerie liés aux opérations (« FTO »)	422 \$	365 \$	1 247 \$	1 056 \$
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés (« FTOA »)	323	285	1 012	851
Distributions ¹	318	283	926	848
Ratio de distribution des FTO ²	75 %	78 %	74 %	80 %
Ratio de distribution des FTOA ²	98 %	99 %	92 %	100 %

1. Comprend les distributions aux commanditaires, au commandité, aux porteurs de parts d'Exchange LP, aux porteurs d'actions échangeables de BIPC, au porteur de parts de société en commandite échangeables de BIPC et aux porteurs de parts privilégiées, les distributions incitatives et les distributions liées aux parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield.
2. Après ajustement pour tenir compte de l'apport pour un trimestre complet d'Inter Pipeline, les ratios de distribution des FTO et des FTOA pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 se sont établis à 68 % et à 86 %, respectivement.

La distribution annuelle de la société en commandite est passée en revue par le conseil d'administration au premier trimestre de chaque exercice, en tenant compte des facteurs suivants :

- i) les résultats de l'exercice précédent ainsi que le budget de l'exercice à venir et le plan d'affaires quinquennal en fonction de la quote-part revenant à la société en commandite des FTO générés par nos actifs;
- ii) les liquidités à l'échelle du groupe et la capacité de la société en commandite à financer les dépenses d'investissement engagées.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

En raison de la nature capitalistique des actifs de notre société en commandite, des dépenses d'investissement continues sont nécessaires aux fins des entrées, des améliorations ainsi que de l'entretien et des réparations sur la durée du cycle de vie des immobilisations de production liées à nos activités. Notre société en commandite passe en revue les dépenses d'investissement et les classe dans l'une des deux catégories suivantes :

- i) Investissements de croissance : dépenses appuyées par des produits additionnels qui amélioreront le rendement de notre société en commandite. Ces projets peuvent être inclus dans la base tarifaire de notre secteur des services publics ou visent à accroître la capacité en vue d'élargir nos réseaux d'infrastructures existants au sein de nos secteurs du transport, du secteur médian et des données.
- ii) Investissements de maintien : dépenses nécessaires pour maintenir l'état d'exploitation actuel et la fiabilité du système, tout en assurant le respect des exigences en matière de réglementation et de sécurité.

Nous gérons des processus d'examen et d'approbation distincts pour chacune des deux catégories de dépenses d'investissement. Les investissements de croissance sont financés de façon distincte et ils doivent atteindre le seuil de rendement des capitaux propres après impôt de 12 % à 15 %, fixé par notre société en commandite. Les projets qui respectent ce seuil de rendement sont présentés au comité responsable des dépenses d'investissement, qui se compose de membres de la haute direction du commandité de notre société en commandite. Le comité examine les plans proposés en matière de projets en tenant compte des rendements cibles et des plans de financement, en plus d'analyser les divers risques liés à l'exécution de ces projets. Une fois qu'un projet reçoit l'approbation du comité responsable des dépenses d'investissement, il est habituellement ajouté au carnet de commandes.

Les investissements de maintien sont régis par un processus différent, quoique tout aussi rigoureux, puisque l'incapacité de procéder aux investissements nécessaires pour maintenir nos activités pourrait nuire à la capacité de nos entreprises de servir nos clients ou de poursuivre les activités. D'abord, l'équipe responsable de l'exploitation d'une entreprise donnée effectue un examen détaillé de tous les investissements de maintien prévus et proposés dans le cadre du processus annuel d'établissement du budget. Ces plans sont passés en revue dans le contexte de la stratégie de l'entreprise en matière d'investissements de maintien, laquelle est établie avec notre société en commandite au moment de l'acquisition, et ils tiennent compte des facteurs de rendement, qui comprennent la santé et la sécurité du public et des travailleurs, la conformité en matière de réglementation et d'environnement ainsi que l'intégrité et la fiabilité du système. Les projets d'investissements de maintien approuvés au niveau de l'actif sont par la suite présentés aux équipes de gestion des actifs communs de notre société en commandite, qui sont responsables de superviser les activités de la société en commandite et qui ont une grande expérience en matière de gestion d'actifs liés aux services publics, au transport, au secteur médian et aux données. Dans le cadre d'un processus itératif mené auprès des membres de la haute direction responsables de l'exploitation des sociétés, le plan est peaufiné au moyen d'un examen exhaustif qui comprend le classement par ordre de priorité des projets non discrétionnaires et une comparaison avec les références dans le secteur. Une fois qu'ils sont approuvés, les plans en matière d'investissements de maintien sont intégrés aux plans d'affaires annuel et quinquennal présentés à la haute direction de notre société en commandite. Après l'approbation de cette dernière, les plans sont exécutés au cours de l'exercice suivant, et les équipes responsables de l'exploitation et de la gestion d'actifs surveillent étroitement les résultats obtenus par rapport aux plans.

En plus des divers niveaux d'examen interne, notre société en commandite retient chaque année les services d'un cabinet d'ingénierie réputé et reconnu à l'échelle mondiale pour effectuer un examen indépendant de son approche globale en matière d'investissements de maintien et de son programme de dépenses d'investissement détaillé. Chaque année, le cabinet d'ingénierie passera en revue une partie du portefeuille, et étudiera l'ensemble des actifs en alternance. Pour chaque actif examiné au cours d'une année donnée, le cabinet d'ingénierie comparera les dépenses historiques et prévues aux normes dans le secteur aux exigences réglementaires et à d'autres données de comparaison et déterminera si le programme d'investissements de maintien est raisonnable en fonction de la nature de l'entreprise ainsi que de l'âge et de la condition des actifs. Nous avons également retenu les services d'un cabinet comptable pour passer en revue les conclusions du rapport fourni par le cabinet d'ingénierie et évaluer les activités de contrôle entourant notre processus d'établissement des fourchettes d'investissements de maintien annuels de chacun des secteurs. Les résultats des missions confirment que nos fourchettes établies en matière d'investissements de maintien annuels sont raisonnables et cadrent avec les normes du secteur pour des actifs de nature semblable.

Le tableau qui suit détaille les investissements de croissance par secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Investissements de croissance par secteur				
Services publics	109 \$	140 \$	341 \$	378 \$
Transport	72	32	191	89
Secteur médian	44	30	48	113
Données	67	26	166	84
	292 \$	228 \$	746 \$	664 \$

Les investissements de croissance se sont chiffrés à 292 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse comparativement à 228 M\$ pour la période correspondante de 2020. L'augmentation des investissements de croissance au sein de notre secteur du transport est attribuable à l'acquisition du terminal d'exportation de GNL aux États-Unis, ainsi qu'à la hausse des dépenses visant à accroître la capacité de nos entreprises de chemins de fer en Australie et des routes à péage au Brésil. Les dépenses ont augmenté au sein de notre secteur médian après l'acquisition d'Inter Pipeline, qui a été partiellement contrebalancée par l'achèvement d'importants projets liés à notre gazoduc aux États-Unis et à notre entreprise du secteur médian du gaz naturel dans l'Ouest canadien. Les investissements de croissance ont augmenté au sein de notre secteur des données après l'acquisition de notre entreprise de télécommunications en Inde.

Le tableau qui suit détaille les investissements de maintien par secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Investissements de maintien continus estimatifs annuels		Investissements réels			
	Plancher	Plafond	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
			2021	2020	2021	2020
Investissements de maintien par secteur						
Services publics	40 \$	45 \$	11 \$	6 \$	27 \$	22 \$
Transport	155	165	46	30	113	93
Secteur médian	90	100	33	38	62	71
Données	35	40	9	6	33	19
	320 \$	350 \$	99 \$	80 \$	235 \$	205 \$

Les investissements de maintien se sont chiffrés à 99 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 19 M\$ par rapport à la période correspondante de 2020. Les investissements de maintien ont augmenté en raison de la hausse des dépenses au sein de notre secteur du transport découlant du calendrier des dépenses au sein de notre entreprise de chemins de fer en Australie. Nous estimons que nos investissements de maintien annuels se situeront entre 320 M\$ et 350 M\$, soit entre 40 M\$ et 45 M\$ pour les services publics, entre 155 M\$ et 165 M\$ pour le transport, entre 90 M\$ et 100 M\$ pour le secteur médian, et entre 35 M\$ et 40 M\$ pour les données. Au 30 septembre 2021, nos investissements de maintien étaient inférieurs à notre fourchette estimative en raison surtout du calendrier des investissements de maintien de notre secteur du transport et de notre secteur médian. Notre société en commandite se fonde sur les données du secteur et les données de comparaison fournies par un cabinet d'ingénierie mondial pour déterminer les fourchettes d'investissements de maintien appropriées, tel qu'il est expliqué ci-dessus.

ESTIMATIONS RELATIVES AUX AMORTISSEMENTS ET AU RENDEMENT DU CAPITAL

Pour déterminer la juste valeur, la durée d'utilité et la valeur résiduelle des placements dans des infrastructures essentielles à long terme, certains jugements et estimations sont formulés. Par conséquent, les amortissements de notre société en commandite ne sont pas directement comparables au niveau de capital nécessaire pour maintenir l'intégrité et la sécurité de nos actifs physiques et leur profil de flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. L'utilisation de l'amortissement comptable de notre société en commandite comme indicateur des exigences annuelles en matière d'investissements de maintien comporte les trois limites distinctes suivantes :

- La société en commandite a choisi de réévaluer les immobilisations corporelles chaque année en vertu des normes IFRS. Chaque année, nous évaluons la juste valeur de nos immobilisations corporelles en examinant les flux de trésorerie actualisés que nous prévoyons recevoir de l'entreprise sous-jacente. Les profits à la réévaluation que nous avons comptabilisés reflètent notre capacité à augmenter les flux de trésorerie générés par ces entreprises, le réinvestissement des flux de trésorerie dans des investissements de maintien et des projets de croissance interne relatifs et la demande croissante des investisseurs institutionnels à l'égard d'investissements matures comportant un faible niveau de risque compte tenu de la faiblesse actuelle des taux d'intérêt. Bien que les profits à la réévaluation correspondent à l'augmentation de la valeur pour nos actionnaires, ils se traduisent également par une hausse de la dotation à l'amortissement, car nous amortissons une valeur de l'actif plus élevée sur la même durée d'utilité estimative. Toutefois, cette augmentation de l'amortissement présenté ne correspond souvent pas à une augmentation du coût de maintien de l'actif physique. Nous estimons que les profits de réévaluation à eux seuls se traduisent par une augmentation de près de 25 % de l'amortissement présenté au cours des trois derniers exercices.

- ii) En raison de la nature de nos placements, historiquement, une importante partie de nos répartitions du prix d'achat est attribuée aux immobilisations corporelles. Cette répartition a une incidence similaire sur l'approche en matière de réévaluation en ce sens qu'elle augmente la dotation à l'amortissement au cours de notre période de détention. Notre acquisition du grand exploitant indépendant de tours de télécommunications en France constitue un exemple récent de cette incidence. L'entreprise génère des flux de trésorerie stables liés à l'inflation fondés sur des contrats à long terme conclus avec ses clients. Aux fins de la répartition du prix d'achat, nous avons utilisé un modèle interne de flux de trésorerie actualisés pour répartir la contrepartie versée aux immobilisations corporelles (les tours physiques) et aux immobilisations incorporelles (les relations clients à long terme avec nos locataires). Un goodwill limité avait été attribué à cette entreprise et, par conséquent, la valeur comptable des immobilisations corporelles excédait de loin le coût de base précédemment amorti par le vendeur. Par conséquent, la dotation à l'amortissement annuelle que nous comptabilisons est considérablement plus élevée que celle qui aurait été comptabilisée par le vendeur. Comme pour le premier point, les flux de trésorerie qui devraient être générés par le placement donnent lieu à une prime par rapport au coût de remplacement physique, ce qui exacerbe encore le décalage entre l'amortissement comptable et le coût réel de maintien de ces actifs. Aujourd'hui, nous estimons que près de 30 % de notre dotation aux amortissements proportionnelle découle de la méthode de répartition du prix d'achat initial, principalement entre les catégories d'actifs amortissables.
- iii) L'amortissement sur la durée d'utilité comptable ne reflète pas toujours les investissements de maintien annuels, car bon nombre de nos actifs d'infrastructure ont des exigences d'entretien très minimales. À titre d'exemple, notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni, le plus important fournisseur indépendant de raccordements au gaz et à l'électricité du dernier kilomètre au pays, compte aujourd'hui plus de deux millions de raccordements multiservices en place. En vertu des normes comptables que nous avons adoptées (les normes IFRS), nous devons amortir le réseau sur une période pouvant aller jusqu'à 60 ans. Cependant, nos actifs réseau, qui consistent principalement en des tuyaux presque indestructibles installés plusieurs pieds sous terre, exigent un entretien minime.

Certaines de nos participations dans les secteurs des services publics et du transport sont détenues et exploitées en vertu de concessions, ce qui pourrait également faire en sorte que les amortissements soient supérieurs aux exigences en matière de maintien. Les actifs d'infrastructures essentielles sont souvent détenus par l'intermédiaire d'ententes qui accordent au concessionnaire le droit d'exploiter le placement pour une période déterminée. Cette façon de faire est courante dans certaines catégories d'actifs, comme les autoroutes à péage, où les actifs sont transférés à l'organisme de réglementation à la fin de la période visée. Les plus importants placements dans des concessions de notre société en commandite sont effectués dans notre entreprise de routes à péage au Brésil et dans nos activités de transport de gaz naturel réglementé au Brésil. Ces concessions visent une partie de la durée d'utilité de l'actif et, par conséquent, les investissements de maintien annuels sur la durée d'une concession peuvent être inférieurs à ceux requis sur l'ensemble de la durée d'utilité (par exemple, les routes à péage en Amérique du Nord et en Amérique du Sud pourraient durer jusqu'à 100 ans, mais les périodes de concession peuvent varier de 20 à 40 ans). Le 8 avril 2021, une nouvelle loi a été adoptée au Brésil, qui confère à notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil le droit perpétuel d'exploiter les gazoducs. Les immobilisations incorporelles seront amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'infrastructure sous-jacente.

Contrairement aux nombreuses franchises perpétuelles que nous détenons, les flux de trésorerie au cours d'une période de placement liée à une entente de concession comprendront le remboursement du capital investi. Par conséquent, nous sommes d'avis que les investisseurs devraient comprendre la tranche de nos flux de trésorerie que nous estimons correspondre à un remboursement de capital. Nous effectuons cette estimation en examinant le profil des flux de trésorerie sur la période de concession, tel qu'il a été conclu, et en estimant le pourcentage des flux de trésorerie générés au cours d'un exercice donné. Ce pourcentage est ensuite appliqué à notre capital investi afin de déterminer le montant du capital qui, à notre avis, a été remboursé au cours de l'exercice considéré.

Le tableau suivant présente un sommaire des estimations du remboursement de capital pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 et le 30 septembre 2020.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Remboursement de capital¹	(32) \$	(30) \$	(110) \$	(91) \$

1. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » pour plus d'information. Le remboursement de capital est utilisé dans le calcul du rendement du capital investi, une mesure non conforme aux normes IFRS.

Bien qu'il soit utile de le faire pour comprendre la performance opérationnelle de nos entreprises, nous sommes d'avis qu'il n'est pas approprié de réduire nos flux de trésorerie d'exploitation pour tenir compte du remboursement de capital afin d'établir une estimation différente des capacités de production de flux de trésorerie à long terme de notre société en commandite. Une telle estimation ne tiendrait pas compte des variations de la valeur de l'entreprise découlant de nos initiatives stratégiques. Lors de l'acquisition de ces droits de concession, nous veillons à réunir ces actifs sous la gouverne d'une équipe de direction chevronnée et d'une plateforme axée sur la croissance. À mesure que les accords de concession deviennent transférables, nous prévoyons monétiser ces placements dans le cadre de nos initiatives plus générales de réinvestissement du capital, comme nous l'avons fait récemment pour notre entreprise de routes à péage au Chili. Nous avons acquis cette entreprise fondée sur des concessions pour un montant de 340 M\$ en 2011 et en 2012. Grâce au réinvestissement des flux de trésorerie, à une structure du capital stable et à la mise en place d'une solide équipe de direction, nous avons pu vendre les deux tiers de cette entreprise pour un produit net après impôt d'environ 530 M\$ pour BIP, tout en ayant huit ans de moins de durée de la concession restante, et le tiers résiduel est actuellement détenu en vue de la vente. La vente des deux tiers de ces actifs a donné lieu à un taux de rendement interne en monnaie locale de 22 % sur la période de détention de huit ans. Même si nous attribuons une portion des flux de trésorerie au remboursement de capital, la valeur de nos actifs visés par des concessions à durée d'utilité déterminée ne diminue pas nécessairement au fil du temps, ce qui s'explique notamment par le fait que, compte tenu de la force des équipes de direction et de l'augmentation globale du PIB qui nécessite une plus grande infrastructure, la possibilité d'acquérir de nouveaux actifs ou d'élargir nos activités existantes revêt une certaine valeur. Dans le cas de notre entreprise de routes à péage au Chili, nous avons réalisé un produit bien supérieur au capital investi.

Pour améliorer la comparabilité de nos états financiers et des mesures non conformes aux normes IFRS, nous encourageons les investisseurs à tenir compte des fourchettes d'investissements de maintien et des estimations du remboursement de capital comprises dans les informations que nous présentons. Combinées à nos mesures conformes et non conformes aux normes IFRS, ces informations fourniront aux utilisateurs un portrait exhaustif de notre performance opérationnelle au fil du temps.

EXAMEN DES TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau suivant présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	917 \$	776 \$	2 207 \$	2 113 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(2 836)	(4 094)	(697)	(4 187)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	2 704	2 935	(314)	2 313

Ce tableau tient compte des activités au sein de nos activités consolidées et, par conséquent, exclut les activités des entités non consolidées.

Trimestres clos les 30 septembre 2021 et 2020

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 0,9 G\$, ce qui correspond à une augmentation par rapport à la période correspondante de 2020. Cette augmentation est principalement attribuable aux apports des acquisitions conclues récemment et au change.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 2,8 G\$, contre des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement de 4,1 G\$ pour la période correspondante de 2020. Les résultats de la période considérée comprennent le capital net de 2,6 G\$ investi dans l'acquisition d'Inter Pipeline et le capital net de 0,8 G\$ investi dans des actifs financiers et des actifs à long terme. Ces investissements de capital ont été partiellement contrebalancés par le produit de 0,6 G\$ de la cession de notre entreprise d'énergie de quartier aux États-Unis. Les résultats de la période précédente comprenaient 3,8 G\$ de capital investi dans les acquisitions de notre entreprise de tours de télécommunications en Inde et de notre installation d'exportation de GNL aux États-Unis ainsi que le capital net de 0,3 G\$ investi dans des actifs financiers et des actifs à long terme.

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont totalisé 2,7 G\$, soit 0,2 G\$ de moins qu'à la période correspondante de 2020. Le produit net des emprunts de 2,1 G\$ et le montant net de capital fourni par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle de 1,7 G\$ en vue de l'acquisition d'Inter Pipeline ont été partiellement contrebalancés par les distributions de flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle de 0,2 G\$. En outre, les résultats de la période considérée comprennent le remboursement d'un dépôt de 0,2 G\$ à notre société mère, des distributions de 0,3 G\$ versées aux porteurs de parts, un montant de 0,2 G\$ payé pour le rachat de nos actions privilégiées de série 5 et les obligations locatives remboursées de 0,1 G\$. Les résultats de la période précédente comprenaient un montant net de 2,6 G\$ de capital fourni par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle en lien principalement avec l'acquisition de notre entreprise de tours de télécommunications en Inde, un dépôt de 0,5 G\$ reçu de notre société mère et le produit de 0,2 G\$ de l'émission d'actions privilégiées. Ces entrées de trésorerie ont été partiellement contrebalancées par des distributions de 0,3 G\$ versées aux porteurs de parts et par des remboursements nets de 0,1 G\$ sur nos emprunts.

CAPITAUX PROPRES

Le tableau suivant présente le nombre total de parts de société en commandite de la société de portefeuille SEC en circulation.

	Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020
Parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield	121 952 992	121 952 992
Parts de commandité spécial	1 600 410	1 600 410
Parts de commandité gestionnaire	295 699 945	295 429 987
Total	419 253 347	418 983 389

Une société liée de Brookfield, en sa qualité de commandité spécial de la société de portefeuille SEC, a droit au versement de distributions incitatives fondées sur l'excédent des distributions trimestrielles sur les parts de société en commandite, les parts d'Exchange LP, les parts de société en commandite échangeables de BIPC et les actions échangeables de BIPC par rapport aux cibles convenues. Dans la mesure où les distributions sur ces titres dépassent 0,1827 \$ par part/action par trimestre, les droits liés aux distributions incitatives donnent droit au commandité spécial d'obtenir 15 % des distributions dépassant ce seuil, jusqu'à 0,198 \$ par part/action.

Dans la mesure où les distributions sur les parts de société en commandite, les parts d'Exchange LP, les parts de société en commandite échangeables de BIPC et les actions échangeables de BIPC dépassent 0,198 \$ par part/action, les droits liés aux distributions incitatives donnent droit au commandité spécial d'obtenir 25 % des distributions dépassant ce seuil. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, une distribution incitative de 52 M\$ et de 152 M\$, respectivement, a été versée au commandité spécial (2020 – 46 M\$ et 137 M\$).

Avant la distribution spéciale, les seuils susmentionnés de 0,1827 \$ et de 0,198 \$ étaient plutôt de 0,203 \$ et de 0,22 \$, respectivement.

VALEUR D'ENTREPRISE

La rubrique qui suit présente de l'information pour aider les utilisateurs à calculer la valeur d'entreprise de notre société en commandite.

Nous définissons la valeur d'entreprise comme la valeur de marché de notre société en commandite, majorée des parts privilégiées et de la quote-part de la dette, déduction faite de notre quote-part de la trésorerie.

Le tableau qui suit présente la valeur d'entreprise au 30 septembre 2021 et au 31 décembre 2020.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2021			Au 31 décembre 2020
	BIPC ¹	Brookfield Infrastructure ²	Valeur d'entreprise consolidée	Valeur d'entreprise consolidée
Actions/parts en circulation	66,9	420,2	487,1	465,0
Prix ³	59,88 \$	56,11 \$	—	—
Capitalisation boursière	4 006	23 577	27 583	23 999
Parts privilégiées et actions privilégiées ⁴	—	1 210	1 210	1 202
Dette nette proportionnelle ⁵	2 074	15 361	17 435	14 485
Valeur d'entreprise	6 080 \$	40 148 \$	46 228 \$	39 686 \$

1. Comprend les actions échangeables de BIPC et les parts de société en commandite échangeables de BIPC.

2. Comprend les parts de société en commandite, les parts de commandité et les parts de société en commandite rachetables, et les parts d'Exchange LP.

3. Le calcul de la valeur de marché de notre société en commandite repose sur le cours de clôture des actions échangeables de BIPC et de nos parts à la Bourse de New York.

4. Comprend des parts privilégiées d'une valeur de 1 138 M\$ et des actions privilégiées d'une valeur de 72 M\$.

5. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » pour un rapprochement détaillé de la dette nette proportionnelle de Brookfield Infrastructure et de la dette consolidée de notre société en commandite dans les états consolidés de la situation financière.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, Brookfield Infrastructure a conclu les transactions présentées ci-dessous avec des parties liées. La société mère immédiate de Brookfield Infrastructure est notre société en commandite. La société mère ultime de Brookfield Infrastructure est Brookfield. Les autres parties liées de Brookfield Infrastructure sont ses filiales et ses entités en exploitation.

Tout au long de l'exercice, le commandité, en sa capacité de commandité de notre société en commandite, verse des jetons de présence dont une partie est imputée au coût à notre société en commandite conformément à notre convention de société en commandite. Un montant inférieur à 1 M\$ a été engagé relativement aux jetons de présence au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 (2020 – moins de 1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois).

Depuis sa constitution, Brookfield Infrastructure a une convention de gestion (la « convention-cadre de services ») conclue avec certains fournisseurs de services (individuellement, le « fournisseur de services »), qui sont des filiales entièrement détenues par Brookfield.

En vertu de la convention-cadre de services, Brookfield Infrastructure verse chaque trimestre au fournisseur de services des honoraires de gestion de base équivalant à 0,3125 % par trimestre (1,25 % annuellement) de la valeur de marché de notre société en commandite. Les honoraires de gestion de base se sont chiffrés à 99 M\$ et à 284 M\$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 (2020 – 83 M\$ et 211 M\$). Au 30 septembre 2021, une somme de 97 M\$ était à payer au fournisseur de services (31 décembre 2020 – 89 M\$).

Aux fins du calcul des honoraires de gestion de base, la valeur de marché de notre société en commandite correspond au total de la valeur de l'ensemble des parts en circulation de notre société en commandite (en supposant la conversion de la totalité des parts de société en commandite rachetables de Brookfield détenues dans la société de portefeuille SEC en parts de notre société en commandite), des parts privilégiées et des titres des autres bénéficiaires des services (tels qu'ils sont définis dans la convention-cadre de services de Brookfield Infrastructure) qui ne sont pas détenus par Brookfield Infrastructure, majoré du montant de la dette impayée à l'égard d'une tierce partie, assortie d'un recours à l'endroit d'un bénéficiaire des services, déduction faite de toute trésorerie détenue par de telles entités.

Au 30 septembre 2021, Brookfield Infrastructure avait un solde à recevoir de 21 M\$ de la part de filiales de Brookfield (31 décembre 2020 – 21 M\$) et un emprunt de 26 M\$ auprès d'une filiale de Brookfield (31 décembre 2020 – 82 M\$). L'emprunt est remboursable en totalité avant la fin de 2024, et est assorti d'un taux d'intérêt de 1,7 %.

À l'occasion, Brookfield Infrastructure place des dépôts auprès de Brookfield, ou en reçoit de cette dernière. Au 30 septembre 2021, le solde net de nos dépôts auprès de Brookfield était de néant (31 décembre 2020 – 545 M\$), et Brookfield Infrastructure a engagé des charges d'intérêts de moins de 1 M\$ et de 3 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, respectivement (2020 – moins de 1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois). Les dépôts portent intérêt aux taux du marché.

Brookfield Infrastructure a conclu une facilité de crédit renouvelable de 500 M\$ avec Brookfield afin de fournir des liquidités additionnelles aux fins des besoins généraux de la société en commandite et des dépenses d'investissement, au besoin. Au 30 septembre 2021, il n'y avait aucun emprunt impayé (31 décembre 2020 – néant).

Le 28 avril 2021, Brookfield Infrastructure a transféré à Brookfield un placement financé par notre société en commandite pour le compte de futurs partenaires institutionnels. Dans le cadre du transfert, notre société en commandite a reçu un montant d'environ 25 M\$ de Brookfield. Parallèlement, le 1^{er} juillet 2021, Brookfield a transféré un placement à Brookfield Infrastructure. Le transfert a été conclu à la juste valeur, et notre société en commandite a payé à Brookfield un montant de 50 M\$ à titre de contrepartie.

Au 30 septembre 2021, Brookfield Infrastructure avait des emprunts généraux de 45 M\$ à payer à une filiale de Brookfield, des emprunts sans recours de 6 M\$ à payer à une entreprise associée de Brookfield et un montant net d'environ 0,8 G\$ à payer à une filiale de Brookfield, représentant le financement fourni au nom de Brookfield Infrastructure dans le cadre de l'acquisition d'Inter Pipeline. Brookfield Infrastructure a remboursé son obligation relative à Inter Pipeline après la fin du trimestre. Au 30 septembre 2021, des entreprises associées de Brookfield Infrastructure avaient des emprunts sans recours de 175 M\$ à payer à des filiales et des entreprises associées de Brookfield.

Les filiales de Brookfield Infrastructure fournissent des services de chauffage, de refroidissement et de raccordement dans le cours normal des activités à des filiales et à des entreprises associées de Brookfield Property Partners L.P., selon les modalités en vigueur sur le marché. De plus, nos filiales louent des locaux pour bureaux et ont recours aux services de construction, aux services-conseils et aux services d'ingénierie dans le cours normal des activités offerts par des filiales et des entreprises associées de Brookfield Property Partners L.P., selon les modalités en vigueur sur le marché. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, des produits de moins de 1 M\$ et de 4 M\$, respectivement, ont été générés (2020 – 6 M\$ et 13 M\$) et des charges de moins de 1 M\$ ont été engagées (2020 – 3 M\$ et 6 M\$). En outre, les filiales de Brookfield Infrastructure ont enregistré des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives de 12 M\$ (31 décembre 2020 – 12 M\$) auprès de Brookfield Property Partners L.P.

L'entreprise de ports au Royaume-Uni de Brookfield Infrastructure fournit des services maritimes portuaires selon les modalités en vigueur sur le marché à une filiale de Brookfield Business Partners L.P. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, des produits de 1 M\$ et de 3 M\$, respectivement, ont été générés (2020 – moins de 1 M\$ et 2 M\$).

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Nous n'avons conclu aucun arrangement hors bilan qui a ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, actuellement ou dans l'avenir, pour les investisseurs, sur notre situation financière, l'évolution de notre situation financière, nos produits ou nos charges, nos résultats d'exploitation, notre situation de trésorerie, nos dépenses d'investissement ou nos ressources en capital.

Nous fournissons, au nom de nos filiales, des lettres de crédit qui comprennent, sans toutefois s'y limiter, des garanties relatives à des réserves pour le service de la dette, à des réserves au titre du capital, à l'achèvement des travaux de construction et à la performance. Au 30 septembre 2021, les lettres de crédit émises au nom de nos filiales s'élevaient à 61 M\$ (31 décembre 2020 – 63 M\$).

Dans le cours normal des activités, nous signons des conventions qui prévoient des indemnités et qui accordent des garanties à des tiers relativement à certaines transactions, notamment des cessions ou des acquisitions d'entreprises, des projets de construction, des projets d'investissement et des ventes ou des achats d'actifs ou de services. Nous avons également convenu d'indemniser nos administrateurs et certains de nos dirigeants et employés. La nature de la presque totalité des engagements d'indemnisation ne nous permet pas d'établir une évaluation raisonnable du montant maximal que nous pourrions être tenus de verser à des tiers, car bon nombre d'ententes ne fixent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle. Par le passé, nous n'avons versé aucun montant important en vertu de ces conventions d'indemnisation.

RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

Pour mesurer la performance opérationnelle, nous analysons les FTO ainsi que d'autres mesures conformes aux normes IFRS, comme le bénéfice net. Nous analysons également les FTOA, le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté et le capital investi.

Le BAIIA ajusté, les FTO, les FTOA, le bénéfice ajusté et le capital investi présentés se fondent sur notre quote-part des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, selon lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint ou une influence notable sur le placement, respectivement. L'information financière proportionnelle n'est pas présentée conformément aux normes IFRS et elle ne vise pas à l'être. En vertu des normes IFRS, nous ne sommes pas considérés comme ayant le contrôle sur les entités qui n'ont pas été consolidées et, par conséquent, elles sont présentées comme des participations dans des entreprises associées et des coentreprises à la note 10 des états financiers de notre société en commandite, qui sont inclus dans les présentes. La présentation des actifs et des passifs ainsi que des produits et des charges ne représente pas notre droit à ces éléments, et la radiation des montants des états financiers attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle n'abolit pas le droit ou l'exposition de notre société en commandite à ces éléments.

Par conséquent, l'information sectorielle sur les produits, les coûts attribués aux produits, les frais généraux et administratifs, les charges d'intérêts, les autres produits, les amortissements, l'impôt différé, les coûts de résiliation et de transaction ainsi que les profits et pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie constituent des éléments de rapprochement qui différeront des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'ils comprennent notre quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées attribuable à chacun des éléments ci-dessus et excluent la quote-part du bénéfice (de la perte) des participations consolidées non détenues par notre société en commandite répartie entre chacun des éléments susmentionnés.

Nous présentons les résultats financiers de façon proportionnelle parce que nous sommes d'avis qu'ils aident les investisseurs et les analystes à estimer notre rendement global et à comprendre la quote-part revenant à notre société en commandite des résultats de ses placements sous-jacents, dont la participation économique et la présentation dans les états financiers varient lorsqu'ils sont établis conformément aux normes IFRS. Nous sommes d'avis que notre information financière proportionnelle, lorsqu'elle est lue parallèlement avec les résultats présentés par notre société en commandite en vertu des normes IFRS, offre l'évaluation la plus éloquente du rendement de nos activités et de la gestion de notre capital. La présentation des résultats proportionnels comme outil d'analyse comporte des limites, y compris les suivantes :

- Les montants présentés pour chaque poste sont obtenus en appliquant notre pourcentage de participation économique global déterminé lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence et ils ne représentent pas nécessairement notre droit aux actifs et aux passifs, pas plus qu'aux produits et aux charges.
- D'autres sociétés peuvent calculer les résultats proportionnels différemment.

La dette proportionnelle est présentée selon notre quote-part des obligations relatives aux emprunts liés à nos participations dans diverses entreprises comprises dans le portefeuille. La dette nette proportionnelle correspond à la dette proportionnelle déduction faite de notre quote-part de la trésorerie. L'information financière proportionnelle n'est pas présentée conformément aux normes IFRS et elle ne vise pas à l'être. Nous présentons la dette proportionnelle et la dette nette proportionnelle parce que nous sommes d'avis qu'elles aident les investisseurs et les analystes à estimer notre performance globale et à comprendre l'endettement lié spécifiquement à la quote-part revenant à notre société en commandite de son capital investi dans un placement donné. Présentée parallèlement au BAIIA ajusté, la dette proportionnelle devrait fournir de l'information utile quant à la façon dont notre société en commandite a financé ses entreprises au niveau de l'actif. Nous sommes d'avis que notre information financière proportionnelle, lorsqu'elle est lue parallèlement avec les résultats présentés en vertu des normes IFRS de notre société en commandite, y compris la dette consolidée, offre une évaluation plus éloquente de la performance de nos activités et de la gestion de notre capital. La présentation de la dette proportionnelle comme outil d'analyse comporte des limites, y compris les suivantes :

- Les montants de la dette proportionnelle ne représentent pas notre obligation consolidée relative à la dette sous-jacente d'un placement consolidé. Si un projet donné ne génère pas des flux de trésorerie suffisants pour régler l'intégralité des paiements liés à la dette connexe, notre société en commandite peut décider, à sa discrétion, de régler l'insuffisance au moyen d'une injection de capitaux en vue d'éviter un manquement à l'obligation. Une telle insuffisance pourrait ne pas être apparente ou ne pas être équivalente à l'écart entre le BAIIA ajusté proportionnel global de l'ensemble des placements compris dans notre portefeuille et la dette proportionnelle globale de l'ensemble des placements compris dans notre portefeuille.
- D'autres sociétés peuvent calculer la dette proportionnelle différemment.

En raison de ces limites, notre information financière proportionnelle ne devrait pas être considérée de façon isolée ni remplacer nos états financiers présentés en vertu des normes IFRS.

Les tableaux ci-après présentent les résultats de chaque secteur dans le format utilisé par la direction pour organiser ses secteurs afin de prendre des décisions de nature opérationnelle et d'évaluer la performance. Ces tableaux présentent le rapprochement de chaque élément de nos résultats proportionnels et des états consolidés du résultat net de notre société en commandite au moyen du regroupement des composantes des bénéfices provenant de nos participations dans des entreprises associées et de la présentation de la tranche de chaque élément qui est attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

Se reporter à la rubrique « Analyse des éléments de rapprochement par secteur » du présent rapport de gestion, pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de l'état du résultat net conformément aux normes IFRS ainsi que la répartition de chaque élément de rapprochement par type et par secteur opérationnel.

Le bénéfice net est la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable avec les FTO, les FTOA, le BAIIA ajusté et le bénéfice ajusté. Les capitaux propres sont la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable avec le capital investi. Nous invitons fortement les investisseurs à analyser les mesures financières en vertu des normes IFRS présentées dans le rapport de gestion et à ne pas se fier à une mesure financière unique pour évaluer notre société en commandite.

Nous définissons les FTO comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie.

Les FTO ont leurs limites à titre d'outil d'analyse :

- Les FTO ne tiennent pas compte de la dotation aux amortissements. Comme nous détenons des immobilisations à durée d'utilité déterminée, la dotation aux amortissements tient compte du fait que nous devons conserver ou remplacer nos actifs en vue de maintenir notre capacité à générer des produits.
- Ils ne tiennent pas compte de l'impôt différé, qui pourrait devenir exigible si nous détenions nos actifs pour une longue durée.
- Ils ne tiennent pas compte de certaines charges non récurrentes comme les coûts de résiliation et de transaction, ni des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie et des pertes de valeur.

Les FTO sont une mesure de la performance opérationnelle non calculée conformément aux normes IFRS telles qu'elles sont publiées par l'IASB et ils n'ont aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS. Il est donc peu probable que les FTO soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les FTO ont leurs limites à titre d'outil d'analyse. Plus particulièrement, notre définition des FTO peut être différente de la définition utilisée par d'autres sociétés et de la définition des flux de trésorerie liés aux opérations utilisée par la REALpac et la NAREIT, entre autres parce que la définition de la NAREIT est fondée sur les PCGR des États-Unis et non sur les normes IFRS.

Les FTO sont une mesure clé que nous utilisons pour évaluer notre performance opérationnelle et ils constituent le fondement de la politique de distribution de notre société en commandite.

Lorsqu'ils sont considérés conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, les FTO permettent, à notre avis, une meilleure compréhension des facteurs et des tendances influant sur nos activités sous-jacentes. Ils nous permettent d'évaluer nos activités selon le rendement en trésorerie du capital investi en déduisant l'incidence des éléments sans effet sur la trésorerie et autres éléments.

Nous réintégrons la dotation aux amortissements pour neutraliser les effets de la perte de valeur de notre actif au fil du temps puisque nous sommes d'avis que la valeur de la plupart de nos actifs se maintiendra au fil du temps, à condition que nous fassions tous les investissements de maintien nécessaires. Plus particulièrement, dans nos états financiers, nous utilisons le modèle de la réévaluation en vertu d'IAS 16, *Immobilisations corporelles*, selon lequel la dotation à l'amortissement est déterminée selon un montant réévalué, ce qui réduit sa comparabilité avec nos pairs, qui ne présentent pas leur information financière en vertu des normes IFRS publiées par l'IASB ou qui n'utilisent pas le modèle de la réévaluation pour évaluer les immobilisations corporelles. Nous réintégrons l'impôt différé, cet élément ne traduisant pas, à notre avis, la valeur actuelle des obligations fiscales en trésorerie réelles que nous devons acquitter, particulièrement si nos activités sont détenues longtemps. Nous réintégrons aussi les profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie comptabilisés en résultat net, car ils sont sans effet sur la trésorerie et donnent une approximation, à un moment précis, de la valeur des éléments que nous jugeons comme étant à long terme. Nous réintégrons également les coûts de résiliation et de transaction, car, par leur nature, il s'agit de dépenses en capital.

En outre, nous analysons les FTOA, que nous définissons comme les FTO diminués des dépenses d'investissement nécessaires pour maintenir la performance actuelle de nos activités (investissements de maintien). Bien que les FTO permettent d'évaluer la performance opérationnelle actuelle, ils ne tiennent pas compte des coûts nécessaires pour maintenir la performance opérationnelle des actifs de notre société en commandite. Pour évaluer la performance opérationnelle durable à long terme de nos entreprises, nous avons remarqué qu'en plus des FTO, les investisseurs se fient aux FTOA, qui tiennent compte de l'incidence des investissements de maintien. Les FTOA sont une mesure de la performance opérationnelle non calculée conformément aux normes IFRS telles qu'elles sont publiées par l'IASB et ils n'ont aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS. Il est donc peu probable que les FTOA soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs, et ils ont leurs limites à titre d'outil d'analyse.

Nous analysons également le BAIIA ajusté, que nous définissons comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible et différé, des coûts de résiliation et de transaction ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Le BAIIA ajusté permet une meilleure compréhension de la performance de notre entreprise et en facilite la comparabilité d'une période à l'autre et avec nos pairs. Le BAIIA ajusté exclut l'incidence des charges d'intérêts et de l'impôt exigible pour éliminer l'incidence de la structure du capital et du profil fiscal actuels sur l'évaluation de la performance opérationnelle de nos entreprises. Le BAIIA ajusté est une mesure de la performance opérationnelle non calculée conformément aux normes IFRS telles qu'elles sont publiées par l'IASB et il n'a aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS. Il est donc peu probable que le BAIIA ajusté soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Le BAIIA ajusté a ses limites à titre d'outil d'analyse.

Le bénéfice ajusté est une mesure qui peut être utilisée pour évaluer la performance de nos activités. Le bénéfice ajusté est défini comme le bénéfice net attribuable à notre société en commandite, excluant l'incidence de toute dotation aux amortissements additionnelle découlant de la réévaluation de nos immobilisations corporelles et de l'incidence de la comptabilisation du prix d'achat, de l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et des profits et pertes à la cession. Même si nous sommes d'avis que les investissements de maintien constituent la mesure la plus juste des coûts liés à la préservation de notre capacité à générer des produits, nous reconnaissons que les investisseurs pourraient considérer l'amortissement en fonction du coût historique comme une mesure plus pertinente. Le bénéfice ajusté exclut l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture comptabilisés en résultat net et les profits ou pertes à la cession, puisque nous sommes d'avis que ces éléments ne reflètent pas la performance continue de nos activités sous-jacentes.

Lorsqu'il est considéré conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, le bénéfice ajusté permet, à notre avis, une meilleure compréhension de la performance de nos activités sous-jacentes et permet aux utilisateurs d'obtenir une meilleure comparabilité de notre performance avec nos pairs dans certains territoires et d'une période à l'autre.

Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société en commandite, est une mesure que nous utilisons pour évaluer le rendement du capital investi par rapport au rendement visé. Les décisions d'investissement reposent, entre autres mesures et facteurs, sur des rendements annuels visés du capital investi allant de 12 % à 15 % à long terme. Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres, déduction faite de l'incidence des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation. Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les FTOA, moins le rendement du capital estimatif lié aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du bénéfice net, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et des FTO et des FTOA.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS ¹	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Bénéfice net	536 \$	148 \$	2 255 \$	330 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements	525	411	1 486	1 186
Quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ²	(24)	(17)	(101)	(76)
Apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ²	184	139	543	414
Charge (économie) d'impôt différé	24	(2)	276	54
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(290)	50	(1 654)	161
Autres produits	46	65	117	156
FTO consolidés	1 001	794	2 922	2 225
FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ³	(579)	(429)	(1 675)	(1 169)
FTO	422	365	1 247	1 056
Investissements de maintien	(99)	(80)	(235)	(205)
FTOA	323	285	1 012	851
Remboursement de capital	(32)	(30)	(110)	(91)
FTOA moins le remboursement de capital	291 \$	255 \$	902 \$	760 \$

1. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels », pour un rapprochement détaillé des résultats proportionnels de Brookfield Infrastructure et des états consolidés du résultat net de notre société en commandite.
2. Ces ajustements ont comme effet combiné d'exclure l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie comptabilisés au titre de nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises, conformément à notre définition des FTO.
3. En ajustant les FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, la société en commandite peut exclure la tranche des FTO gagnés par les filiales non entièrement détenues qui n'est pas attribuable à la société en commandite. Nous sommes d'avis que notre information financière proportionnelle, lorsqu'elle est lue parallèlement aux résultats présentés par la société en commandite en vertu des normes IFRS, offre l'évaluation la plus éloquent du rendement de nos activités. Se reporter à la description des limites des résultats proportionnels à titre d'outil d'analyse qui figure à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion.

Tous les montants de rapprochement du bénéfice net et des FTO présentés ci-dessus proviennent directement des états financiers consolidés de la société en commandite, et, en ce qui concerne les postes Apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, la quote-part revenant à la société en commandite des FTO connexes est calculée au moyen de méthodes comptables cohérentes avec celles qui ont été appliquées pour préparer les états financiers consolidés de la société en commandite. Les FTO liés à ces éléments sont calculés de la même façon que ceux des entités consolidées, tel qu'il est présenté ci-dessus, et sont calculés en appliquant les mêmes pourcentages de participation que ceux utilisés dans le calcul de la quote-part du bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence revenant à la société en commandite et l'élimination correspondante des participations ne donnant pas le contrôle, conformément à IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, et à IFRS 10, *États financiers consolidés*, respectivement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, l'écart entre le bénéfice net et les FTO tient principalement aux amortissements, à l'apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises, aux FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle et à l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres. Les amortissements ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des charges additionnelles liées aux acquisitions conclues récemment, de l'augmentation de la valeur des actifs suivant notre processus annuel de réévaluation et des dépenses d'investissement engagées au cours de l'exercice. Les FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des acquisitions conclues au cours du dernier exercice et de la croissance interne. L'apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison de l'acquisition de notre installation d'exportation de GNL aux États-Unis et de la cession partielle de notre terminal d'exportation en Australie, ce qui a donné lieu à un changement du mode de présentation, qui est passé de la méthode de la consolidation à la méthode de la mise en équivalence. L'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres inclut principalement les profits à la cession de nos entreprises d'énergie de quartier en Amérique du Nord et de notre portefeuille de compteurs intelligents au Royaume-Uni.

L'écart entre le bénéfice net et les FTOA tient aux facteurs susmentionnés ainsi qu'aux investissements de maintien de 99 M\$ et de 235 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 (2020 – 80 M\$ et 205 M\$).

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et du BAIIA ajusté, une mesure non conforme aux normes IFRS. Le BAIIA ajusté est présenté en fonction de notre quote-part des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS ¹	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Bénéfice net	536 \$	148 \$	2 255 \$	330 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements	525	411	1 486	1 186
Charges d'intérêts	368	278	1 085	807
Quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ²	(24)	(17)	(101)	(76)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ²	251	180	745	540
Charge d'impôt	115	68	535	237
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(290)	50	(1 654)	161
BAIIA ajusté consolidé	1 481	1 118	4 351	3 185
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ³	(885)	(633)	(2 567)	(1 756)
BAIIA ajusté	596 \$	485 \$	1 784 \$	1 429 \$

1. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels », pour un rapprochement détaillé des résultats proportionnels de Brookfield Infrastructure et des états consolidés du résultat net de notre société en commandite.
2. Ces ajustements ont comme effet combiné d'exclure l'incidence des amortissements, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible et différé, des coûts de résiliation et de transaction ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie comptabilisés au titre de nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises, conformément à notre définition des FTO.
3. En ajustant le BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, la société en commandite peut exclure la tranche du BAIIA ajusté gagné par les filiales non entièrement détenues qui n'est pas attribuable à la société en commandite. Nous sommes d'avis que notre information financière proportionnelle, lorsqu'elle est lue parallèlement aux résultats présentés par la société en commandite en vertu des normes IFRS, offre l'évaluation la plus éloquentes du rendement de nos activités. Se reporter à la description des limites des résultats proportionnels à titre d'outil d'analyse qui figure à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion.

Tous les montants de rapprochement présentés ci-dessus proviennent directement des états financiers consolidés de la société en commandite, et, en ce qui concerne les postes Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, la quote-part revenant à la société en commandite du BAIIA ajusté connexe est calculée au moyen de méthodes comptables cohérentes avec celles qui ont été appliquées pour préparer les états financiers consolidés de la société en commandite. Le BAIIA ajusté lié à ces éléments est calculé de la même façon que celui des entités consolidées, tel qu'il est présenté ci-dessus, et est calculé en appliquant les mêmes pourcentages de participation que ceux utilisés dans le calcul de la quote-part du bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence revenant à la société en commandite et l'élimination correspondante des participations ne donnant pas le contrôle, conformément à IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, et à IFRS 10, *États financiers consolidés*, respectivement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, l'écart entre le bénéfice net et le BAIIA ajusté tient surtout aux amortissements, aux charges d'intérêts, à l'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises, au BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, à la charge d'impôt et à l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres. Les amortissements ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des charges additionnelles liées aux acquisitions conclues récemment, de l'augmentation de la valeur des actifs suivant notre processus annuel de réévaluation et des dépenses d'investissement engagées au cours de l'exercice. Les charges d'intérêts ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des emprunts additionnels liés aux entreprises acquises au cours de l'exercice. Le BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement des acquisitions conclues au cours du dernier exercice et de la croissance interne. L'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison de l'acquisition de notre installation d'exportation de GNL aux États-Unis et de la cession partielle de notre terminal d'exportation en Australie, ce qui a donné lieu à un changement du mode de présentation, qui est passé de la méthode de la consolidation à la méthode de la mise en équivalence. La charge d'impôt a augmenté en raison d'une augmentation de 19 % à 25 % du taux d'imposition futur au Royaume-Uni, et l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres a augmenté en raison des profits à la cession de nos entreprises d'énergie de quartier en Amérique du Nord et de notre portefeuille de compteurs intelligents au Royaume-Uni.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net attribuable à notre société en commandite, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et du bénéfice ajusté, une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Bénéfice net attribuable à la société en commandite ¹	413 \$	5 \$	955 \$	63 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements découlant de l'application du modèle de la réévaluation et de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition	116	118	365	354
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	55	49	154	61
Profits à la vente de filiales ou découlant de changements de participation	(424)	(28)	(953)	(64)
Bénéfice ajusté	160 \$	144 \$	521 \$	414 \$

1. Comprend le bénéfice net attribuable aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, l'écart entre le bénéfice net attribuable à la société en commandite et le bénéfice ajusté tient à la dotation aux amortissements découlant de l'application du modèle de la réévaluation et de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition de 116 M\$ (2020 – 118 M\$), à l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres charges de 55 M\$ (2020 – 49 M\$) et aux profits à la vente de filiales ou découlant de changements de participation de 424 M\$ (2020 – 28 M\$). L'augmentation du bénéfice ajusté par rapport à l'exercice précédent tient principalement à la croissance interne, à l'apport des acquisitions et à l'incidence du change, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence des ventes d'actifs.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, l'écart entre le bénéfice net attribuable à la société en commandite et le bénéfice ajusté tient à la dotation aux amortissements découlant de l'application du modèle de la réévaluation et de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition de 365 M\$ (2020 – 354 M\$), à l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres charges de 154 M\$ (2020 – 61 M\$) et aux profits à la vente de filiales ou découlant de changements de participation de 953 M\$ (2020 – 64 M\$). L'augmentation du bénéfice ajusté par rapport à l'exercice précédent tient principalement à la croissance interne, à l'apport du réinvestissement du capital et à l'incidence du change.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net par part de société en commandite, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et des FTO par part, une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES MONTANTS PAR PART ¹	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Bénéfice net (perte nette) par part de société en commandite ²	0,72 \$	(0,12) \$	1,60 \$	(0,22) \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements	0,57	0,51	1,76	1,52
Impôt différé	0,04	—	0,33	0,08
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture	(0,05)	0,15	(0,08)	(0,21)
Pertes sur évaluation et autres	(0,39)	0,25	(0,95)	1,10
FTO par part ³	0,89 \$	0,79 \$	2,66 \$	2,27 \$

1. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels », pour un rapprochement détaillé des résultats proportionnels de Brookfield Infrastructure et des états consolidés du résultat net de notre société en commandite.
2. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, pondéré en fonction du temps, s'est chiffré à 295,6 millions et à 295,5 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 (2020 – 295,3 millions et 294,5 millions). Le bénéfice net par part de société en commandite pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020 a été ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif de la distribution spéciale.
3. Le nombre moyen de parts en circulation pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 s'est chiffré à 473,8 millions et à 468,0 millions, respectivement (2020 – 464,9 millions et 464,9 millions, ajusté pour tenir compte de la distribution spéciale de BIPC).

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net par part de société en commandite, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et du bénéfice ajusté par part, une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES MONTANTS PAR PART	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Bénéfice net (perte nette) par part de société en commandite ¹	0,72 \$	(0,12) \$	1,60 \$	(0,22) \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements découlant de l'application du modèle de la réévaluation et de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition	0,24	0,25	0,78	0,76
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	0,27	0,24	0,77	0,49
Profits à la vente de filiales ou découlant de changements de participation	(0,89)	(0,06)	(2,04)	(0,14)
Bénéfice ajusté par part ²	0,34 \$	0,31 \$	1,11 \$	0,89 \$

1. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, pondéré en fonction du temps, s'est chiffré à 295,6 millions et à 295,5 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 (2020 – 295,3 millions et 294,5 millions). Le bénéfice net par part de société en commandite pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020 a été ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif de la distribution spéciale.
2. Le nombre moyen de parts en circulation pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 s'est chiffré à 473,8 millions et à 468,0 millions, respectivement (2020 – 464,9 millions et 464,9 millions, ajusté pour tenir compte de la distribution spéciale de BIPC).

Le tableau suivant présente un rapprochement des capitaux propres, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et du capital investi, une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020
Capitaux propres	25 361 \$	21 673 \$
Exclure l'incidence des éléments suivants depuis la constitution :		
Participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation	(16 285)	(13 954)
Déficit	2 327	2 752
Cumul des autres éléments de bénéfice global	(292)	(731)
Changements de participation et autres	(485)	(527)
Capital investi	10 626 \$	9 213 \$

Le capital investi a augmenté en raison des émissions d'actions échangeables de BIPC de 1 140 M\$ et de parts de société en commandite échangeables de BIPC de 256 M\$ dans le cadre de l'acquisition d'Inter Pipeline, de l'émission d'actions privilégiées d'un montant net de 8 M\$ et de l'émission de parts d'une valeur de 9 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021.

Le tableau suivant présente la variation du capital investi au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Solde d'ouverture	9 413 \$	9 014 \$	9 213 \$	9 009 \$
(Rachat) émission de parts privilégiées, montant net	(186)	195	8	195
Émission d'actions échangeables de BIPC	1 140	—	1 140	—
Émission de parts de société en commandite échangeables de BIPC	256	—	256	—
Émission de parts de société en commandite	3	2	9	7
Solde de clôture	10 626 \$	9 211 \$	10 626 \$	9 211 \$
Moyenne pondérée du capital investi	10 025 \$	9 034 \$	9 602 \$	9 018 \$

Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les FTOA, moins le rendement du capital estimatif lié aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période.

Nous définissons les FTOA comme les FTO diminués des investissements de maintien. Les FTOA pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 se sont chiffrés à 323 M\$ et à 1 012 M\$, respectivement (2020 – 285 M\$ et 851 M\$). Le remboursement de capital estimatif pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 s'est chiffré à 32 M\$ et à 110 M\$, respectivement (2020 – 30 M\$ et 91 M\$).

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, notre société en commandite a atteint ses objectifs en matière de rendement des placements, ayant enregistré un rendement du capital investi de 12 % et de 13 %, respectivement (2020 – 11 % et 11 %).

Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels

Le BAIIA ajusté, les FTO et les FTOA présentés se fondent sur notre quote-part des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, selon lesquelles nous exerçons un contrôle ou une influence notable sur le placement, respectivement, afin d'illustrer l'incidence des principaux inducteurs de valeur des secteurs opérationnels sur notre performance globale. Par conséquent, les amortissements par secteur, l'impôt différé, les coûts de résiliation et de transaction ainsi que les profits et pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie constituent des éléments de rapprochement qui différeront des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'ils 1) comprennent la quote-part nous revenant du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises attribuable à chacun des éléments ci-dessus et 2) excluent la quote-part du bénéfice (de la perte) des participations consolidées non détenues par nous répartie entre chacun des éléments susmentionnés.

Les tableaux ci-après présentent les résultats de chaque secteur dans le format utilisé par la direction pour organiser ses secteurs afin de prendre des décisions de nature opérationnelle et d'évaluer la performance. Chaque secteur est présenté sur une base proportionnelle et prend en compte notre participation dans des entreprises comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, qui sont liées à des participations qui font en sorte que nous exerçons un contrôle ou une influence notable, respectivement, sur la participation. Ces tableaux présentent le rapprochement de chaque élément de nos résultats proportionnels et des états consolidés du résultat net de notre société en commandite au moyen du regroupement des composantes des bénéfices provenant de nos participations dans des entreprises associées et de la présentation de la tranche de chaque élément qui est attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Se reporter à la rubrique « Analyse des éléments de rapprochement par secteur » du présent rapport de gestion pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de notre état du résultat net conformément aux normes IFRS.

Total attribuable à Brookfield Infrastructure							Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS ¹
POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2021 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total			
Produits	401 \$	520 \$	250 \$	152 \$	— \$	1 323 \$	(486) \$	2 102 \$	2 939 \$
Coûts attribués aux produits	(165)	(270)	(122)	(68)	—	(625)	235	(1 217)	(1 607)
Frais généraux et administratifs	—	—	—	—	(102)	(102)	—	—	(102)
BAIIA ajusté	236	250	128	84	(102)	596	(251)	885	
Autres (charges) produits	(12)	(2)	2	1	27	16	3	(64)	(45)
Charges d'intérêts	(42)	(67)	(27)	(27)	(27)	(190)	64	(242)	(368)
FTO	182	181	103	58	(102)	422	(184)	579	
Dotation aux amortissements	(57)	(100)	(54)	(59)	—	(270)	106	(361)	(525)
Impôt différé	(19)	(8)	(4)	5	7	(19)	8	(13)	(24)
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(21)	(25)	(27)	(4)	357	280	46	(82)	244
Quote-part du bénéfice des entreprises associées	—	—	—	—	—	—	24	—	24
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(123)	(123)
Bénéfice net attribuable à la société en commandite ²	85 \$	48 \$	18 \$	— \$	262 \$	413 \$	— \$	— \$	413 \$

Total attribuable à Brookfield Infrastructure							Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS ¹
POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2020 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total			
Produits	369 \$	382 \$	135 \$	122 \$	— \$	1 008 \$	(314) \$	1 515 \$	2 209 \$
Coûts attribués aux produits	(150)	(182)	(48)	(57)	—	(437)	134	(882)	(1 185)
Frais généraux et administratifs	—	—	—	—	(86)	(86)	—	—	(86)
BAIIA ajusté	219	200	87	65	(86)	485	(180)	633	
Autres (charges) produits	(13)	(8)	2	—	35	16	14	(35)	(5)
Charges d'intérêts	(37)	(38)	(23)	(15)	(23)	(136)	27	(169)	(278)
FTO	169	154	66	50	(74)	365	(139)	429	
Dotation aux amortissements	(67)	(90)	(37)	(45)	—	(239)	98	(270)	(411)
Impôt différé	(16)	(7)	(3)	8	15	(3)	3	2	2
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(24)	(1)	(16)	(12)	(65)	(118)	21	(18)	(115)
Quote-part du bénéfice des entreprises associées	—	—	—	—	—	—	17	—	17
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(143)	(143)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la société en commandite ²	62 \$	56 \$	10 \$	1 \$	(124) \$	5 \$	— \$	— \$	5 \$

Total attribuable à Brookfield Infrastructure									
POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPTEMBRE 2021							Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS ¹
EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total			
Produits	1 219 \$	1 521 \$	614 \$	471 \$	— \$	3 825 \$	(1 450) \$	5 910 \$	8 285 \$
Coûts attribués aux produits	(509)	(799)	(219)	(221)	—	(1 748)	705	(3 343)	(4 386)
Frais généraux et administratifs	—	—	—	—	(293)	(293)	—	—	(293)
BAIIA ajusté	710	722	395	250	(293)	1 784	(745)	2 567	
Autres (charges) produits	(46)	(6)	(13)	6	76	17	4	(163)	(142)
Charges d'intérêts	(126)	(200)	(73)	(78)	(77)	(554)	198	(729)	(1 085)
FTO	538	516	309	178	(294)	1 247	(543)	1 675	
Dotation aux amortissements	(186)	(334)	(132)	(171)	—	(823)	358	(1 021)	(1 486)
Impôt différé	(125)	(15)	(9)	5	(11)	(155)	(7)	(114)	(276)
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	101	(78)	(55)	(14)	732	686	91	760	1 537
Quote-part du bénéfice des entreprises associées	—	—	—	—	—	—	101	—	101
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(1 300)	(1 300)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la société en commandite ²	328 \$	89 \$	113 \$	(2) \$	427 \$	955 \$	— \$	— \$	955 \$

Total attribuable à Brookfield Infrastructure									
POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPTEMBRE 2020							Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS ¹
EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total			
Produits	1 053 \$	1 098 \$	413 \$	335 \$	— \$	2 899 \$	(941) \$	4 393 \$	6 351 \$
Coûts attribués aux produits	(417)	(529)	(144)	(161)	—	(1 251)	401	(2 637)	(3 487)
Frais généraux et administratifs	—	—	—	—	(219)	(219)	—	—	(219)
BAIIA ajusté	636	569	269	174	(219)	1 429	(540)	1 756	
Autres (charges) produits	(31)	(4)	3	—	94	62	11	(100)	(27)
Charges d'intérêts	(114)	(145)	(69)	(39)	(68)	(435)	115	(487)	(807)
FTO	491	420	203	135	(193)	1 056	(414)	1 169	
Dotation aux amortissements	(197)	(263)	(114)	(134)	—	(708)	301	(779)	(1 186)
Impôt différé	(68)	3	(8)	27	8	(38)	1	(17)	(54)
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(68)	(109)	(34)	(35)	(1)	(247)	36	(106)	(317)
Quote-part du bénéfice des entreprises associées	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(267)	(267)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la société en commandite ²	158 \$	51 \$	47 \$	(7) \$	(186) \$	63 \$	— \$	— \$	63 \$

1. Le tableau ci-dessus présente les résultats de chaque secteur dans le format utilisé par la direction pour organiser ses secteurs à présenter afin de prendre des décisions de nature opérationnelle et d'évaluer la performance. Chaque secteur est présenté sur une base proportionnelle et prend en compte la participation de Brookfield Infrastructure dans des entreprises comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence en vertu des normes IFRS. Le tableau ci-dessus présente un rapprochement de chaque élément des résultats proportionnels de Brookfield Infrastructure et des états consolidés du résultat net de notre société en commandite au moyen du regroupement des composantes des bénéfices provenant des participations dans des entreprises associées et des coentreprises de notre société en commandite et de la présentation de la tranche de chaque élément attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle.
2. Comprend le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC.

Les tableaux ci-après présentent les actifs de chaque secteur dans un format utilisé par la direction pour organiser ses secteurs afin de prendre des décisions de nature opérationnelle et d'évaluer la performance. Chaque secteur est présenté sur une base proportionnelle et prend en compte notre participation dans des entreprises comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, qui sont liées à des participations qui font en sorte que nous exerçons un contrôle ou une influence notable, respectivement, sur la participation. Ces tableaux présentent un rapprochement de nos actifs proportionnels et du total de l'actif présenté dans nos états consolidés de la situation financière au moyen de l'élimination du passif net inclus aux participations dans des entreprises associées, de la présentation de l'actif attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle et de l'ajustement pour tenir compte de l'actif du fonds de roulement qui est porté en diminution du passif du fonds de roulement.

AU 30 SEPTEMBRE 2021 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Total attribuable à Brookfield Infrastructure						Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Ajustement au fonds de roulement et autres	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS
	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total				
Total de l'actif	5 937 \$	8 873 \$	9 056 \$	3 329 \$	(1 822) \$	25 373 \$	(4 733) \$	44 597 \$	9 215 \$	74 452 \$

AU 31 DÉCEMBRE 2020 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Total attribuable à Brookfield Infrastructure						Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Ajustement au fonds de roulement et autres	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS
	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total				
Total de l'actif	6 814 \$	9 155 \$	3 829 \$	3 338 \$	(2 062) \$	21 074 \$	(4 895) \$	37 851 \$	7 301 \$	61 331 \$

Analyse des éléments de rapprochement par secteur

Les tableaux suivants présentent des données et une analyse, le cas échéant, relatives aux variations importantes qui ont été enregistrées entre les périodes pour chaque secteur opérationnel ainsi qu'un rapprochement des apports des participations dans des entreprises associées et des attributions à la participation ne donnant pas le contrôle qui ont été utilisées pour calculer le BAIIA ajusté, les FTO et le bénéfice net attribuable à notre société en commandite afin de favoriser la compréhension de la nature et des variations des éléments de rapprochement.

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2021

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total
Ajustements aux éléments du BAIIA ajusté ¹						
Apport des participations dans des entreprises associées	(14) \$	(143) \$	(50) \$	(44) \$	— \$	(251) \$
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	367	236	123	159	—	885
BAIIA ajusté	353	93	73	115	—	634
Ajustements aux éléments des FTO ²						
Apport des participations dans des entreprises associées	6	45	10	6	—	67
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(111)	(71)	(35)	(89)	—	(306)
FTO	248	67	48	32	—	395
Ajustements aux éléments du bénéfice net attribuable à la société en commandite ³						
Apport des participations dans des entreprises associées	8	98	40	38	—	184
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(256)	(165)	(88)	(70)	—	(579)
Bénéfice net attribuable à la société en commandite	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$

**POUR LE TRIMESTRE CLOS LE
30 SEPTEMBRE 2020**

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total
Ajustements aux éléments du BAIIA ajusté ¹						
Apport des participations dans des entreprises associées	(13) \$	(62) \$	(60) \$	(45) \$	— \$	(180) \$
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	296	231	48	58	—	633
BAIIA ajusté	283	169	(12)	13	—	453
Ajustements aux éléments des FTO ²						
Apport des participations dans des entreprises associées	5	14	12	10	—	41
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(84)	(75)	(12)	(33)	—	(204)
FTO	204	108	(12)	(10)	—	290
Ajustements aux éléments du bénéfice net attribuable à la société en commandite ³						
Apport des participations dans des entreprises associées	8	48	48	35	—	139
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(212)	(156)	(36)	(25)	—	(429)
Bénéfice net attribuable à la société en commandite	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$

**POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE
30 SEPTEMBRE 2021**

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total
Ajustements aux éléments du BAIIA ajusté ¹						
Apport des participations dans des entreprises associées	(45) \$	(395) \$	(170) \$	(135) \$	— \$	(745) \$
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	1 075	666	365	461	—	2 567
BAIIA ajusté	1 030	271	195	326	—	1 822
Ajustements aux éléments des FTO ²						
Apport des participations dans des entreprises associées	20	132	31	19	—	202
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(304)	(204)	(88)	(296)	—	(892)
FTO	746	199	138	49	—	1 132
Ajustements aux éléments du bénéfice net attribuable à la société en commandite ³						
Apport des participations dans des entreprises associées	25	263	139	116	—	543
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(771)	(462)	(277)	(165)	—	(1 675)
Bénéfice net attribuable à la société en commandite	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$

**POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE
30 SEPTEMBRE 2020**

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total
Ajustements aux éléments du BAIIA ajusté ¹						
Apport des participations dans des entreprises associées	(40) \$	(188) \$	(185) \$	(127) \$	— \$	(540) \$
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	898	592	153	113	—	1 756
BAIIA ajusté	858	404	(32)	(14)	—	1 216
Ajustements aux éléments des FTO ²						
Apport des participations dans des entreprises associées	17	47	39	23	—	126
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(258)	(226)	(45)	(58)	—	(587)
FTO	617	225	(38)	(49)	—	755
Ajustements aux éléments du bénéfice net attribuable à la société en commandite ³						
Apport des participations dans des entreprises associées	23	141	146	104	—	414
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(640)	(366)	(108)	(55)	—	(1 169)
Bénéfice net attribuable à la société en commandite	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$

1. Produits, coûts attribués aux produits et frais généraux et administratifs.

2. Autres produits, charges d'intérêts et impôt en trésorerie.

3. Amortissements, impôt différé, ajustements à la juste valeur, autres charges, quote-part des bénéfices des entreprises associées et bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, les apports des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ont augmenté par rapport aux périodes correspondantes de 2020. L'augmentation tient principalement à l'acquisition de notre terminal d'exportation de GNL aux États-Unis ainsi qu'à la cession partielle et à la déconsolidation de notre terminal d'exportation en Australie en décembre 2020.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, l'attribution à la participation ne donnant pas le contrôle a augmenté par rapport aux périodes correspondantes de 2020, en raison principalement des acquisitions réalisées au cours des 12 derniers mois.

Méthodes comptables et estimations critiques

La préparation des états financiers exige que la direction formule des jugements, estimations et hypothèses critiques qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges, qu'il n'est pas facile d'établir à partir d'autres sources au cours de la période de présentation de l'information financière. Ces estimations et hypothèses connexes sont fondées sur des données historiques et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont revues périodiquement. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées de façon prospective.

Les jugements critiques énoncés par la direction et utilisés dans le cours normal des activités de préparation des états financiers consolidés de Brookfield Infrastructure sont les suivants :

Réévaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont réévaluées périodiquement. Les estimations et hypothèses critiques qui sous-tendent l'évaluation des immobilisations corporelles sont présentées à la note 13, « Immobilisations corporelles », de nos états financiers consolidés audités au 31 décembre 2020. Les immobilisations corporelles de notre société en commandite sont évaluées à la juste valeur sur une base récurrente, et la date de prise d'effet de la réévaluation de toutes les catégories d'actifs a été fixée au 31 décembre 2020. Brookfield Infrastructure détermine la juste valeur au moyen de la méthode par les résultats et de la méthode du coût, en tenant dûment compte de données importantes comme le taux d'actualisation, le multiple de valeur finale, l'horizon de placement global, la durée d'utilité et le coût de remplacement.

Dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et des participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Notre société en commandite évalue la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en examinant la valeur d'utilité ou la juste valeur diminuée des coûts de sortie des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill ou l'immobilisation incorporelle a été attribué. Brookfield Infrastructure utilise les hypothèses et estimations critiques suivantes : les circonstances ayant engendré le goodwill, le calendrier et le montant des flux de trésorerie futurs attendus de l'unité génératrice de trésorerie, les taux d'actualisation, les taux de capitalisation finaux, les dates d'évaluation finale, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles.

L'évaluation de la dépréciation des participations dans des entreprises associées et des coentreprises nécessite une estimation de la valeur recouvrable de l'actif.

Les autres estimations utilisées dans la préparation des états financiers de notre société en commandite portent sur les taux d'amortissement et la durée d'utilité, les montants recouvrables liés au goodwill et aux immobilisations incorporelles, la capacité d'utiliser les pertes fiscales et d'autres évaluations fiscales.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2021, aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière [au sens donné à l'expression correspondante (« internal control over financial reporting ») dans les règles 13a-15(f) et 15d-15(f) de l'Exchange Act] qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière. La pandémie mondiale n'a pas eu d'incidence significative sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière. Nous surveillons et évaluons continuellement l'incidence de la pandémie mondiale sur nos contrôles internes en vue de réduire au minimum ses répercussions sur la conception et le fonctionnement de ces contrôles.

Nous avons exclu de notre évaluation les contrôles internes à l'égard de l'information financière d'Inter Pipeline. Les états financiers de cette entité constituent environ 21 % du total de l'actif, 23 % des capitaux propres, 3 % des produits et environ 1 % du bénéfice net des états financiers consolidés de notre société en commandite au 30 septembre 2021 et pour la période de neuf mois close à cette date.

Risques liés à la pandémie mondiale

La propagation rapide du virus de la COVID-19, qui a été qualifiée de pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé le 11 mars 2020, et les mesures prises à l'échelle mondiale en réponse à la COVID-19 ont perturbé de manière importante les activités commerciales internationales.

Nos activités dépendent, dans une certaine mesure, de la libre circulation des biens, des services et des capitaux propres partout dans le monde, laquelle a été considérablement restreinte en raison de la COVID-19. À ce jour, l'incidence sur les résultats de notre société en commandite a été en grande partie écartée en raison des cadres contractuels et réglementés des produits de notre entreprise. Bien que de préserver le bien-être des gens soit notre principale préoccupation, nous avons mis en place plusieurs mesures visant à assurer l'exploitation continue de chacune de nos entreprises. Notre société en commandite continue de suivre l'évolution de la situation relative à la COVID-19, notamment les répercussions sur les économies mondiale et locales dans les territoires où nous exerçons nos activités.

Compte tenu de la nature continue et dynamique des circonstances entourant la pandémie de COVID-19, il est difficile de prévoir l'importance de ses répercussions à moyen terme ou à long terme, y compris les mesures qui seront prises à son égard, sur l'économie mondiale et nos activités ou la durée probable des perturbations. L'ampleur de ces répercussions dépendra des développements futurs, qui sont très incertains, évoluent sans cesse et sont difficiles à prédire. De tels développements pourraient avoir un effet défavorable sur nos actifs, nos passifs, nos activités, notre situation financière, nos résultats d'exploitation et nos flux de trésorerie. Veuillez vous reporter à la rubrique « Mise en garde à l'égard des déclarations prospectives ».

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective et des déclarations prospectives prescrites par les lois sur les valeurs mobilières applicables. De telles déclarations peuvent être faites dans ce rapport, dans d'autres documents déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la SEC, ou dans d'autres communications publiques. Les termes « avoir tendance à », « chercher à », « cibler », « prévoir », « croire », « s'attendre à », « pouvoir », « viser », « avoir l'intention de », « objectif », « perspective », « s'appliquer à », « estimer », « probable », « continuer », « planifier », les variations de ces termes et d'autres expressions similaires, ou le pendant négatif de ces termes ou expressions, et les expressions similaires indiquant le futur ou le conditionnel comme « pourra », « serait » et « devrait », qui sont des prédictions ou des indications des futurs événements, tendances et perspectives et qui ne sont pas associés à des faits historiques, constituent des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives du présent rapport de gestion comprennent entre autres des déclarations à l'égard de la tendance à la hausse de nos actifs au fil du temps; de la croissance de nos actifs et de nos activités; de l'augmentation des FTO par part et de l'appréciation du capital qui en découle; des rendements du capital investi et des capitaux propres; de l'augmentation de la demande à l'égard des marchandises et de la circulation mondiale des marchandises; des dépenses d'investissement prévues; de l'incidence des projets d'investissement prévus par les clients de nos activités sur la performance et sur la croissance de ces activités; de l'étendue des charges générales et des frais généraux et administratifs; de notre capacité à conclure des acquisitions (y compris celles dont il est fait mention dans le présent rapport de gestion et d'autres transactions prévues); de notre capacité à tirer profit des occasions du marché; des perspectives futures des actifs que nous exploitons ou exploiterons; du partenariat avec des investisseurs institutionnels; de la capacité à cerner, à acquérir et à intégrer de nouvelles occasions d'acquisition; du rendement cible à long terme de nos actifs; de la viabilité de nos niveaux de distribution; de la croissance des distributions et des ratios de distribution; des résultats et des marges d'exploitation pour notre entreprise pour chacune de nos activités; des perspectives futures des marchés pour nos produits; de nos plans de croissance par le biais de la croissance interne et des dépenses d'investissement; de la capacité à atteindre les objectifs fixés; de la capacité à générer des efficacités opérationnelles; des attentes en matière de rendement du capital investi pour l'entreprise; des prix fixés par contrat et des tarifs réglementés pour nos activités; de nos investissements de maintien et dépenses d'investissement futurs prévus; de la capacité à affecter du capital dans des investissements rentables; de l'incidence sur l'entreprise de notre position quant au contexte économique futur; de notre capacité à maintenir suffisamment de liquidités; de notre capacité à prélever des fonds sur nos facilités de crédit bancaire; de notre capacité à obtenir du financement au moyen de l'émission de titres de capitaux propres ou de titres d'emprunt; des expansions des activités existantes; des sources probables d'occasions futures sur les marchés dans lesquels nous exerçons nos activités; du plan de financement pour nos sociétés en exploitation; des activités de gestion des opérations de change et d'autres déclarations concernant nos croyances, nos perspectives, nos plans, nos attentes et nos intentions. Bien que nous soyons d'avis que les résultats, la performance ou les réalisations futurs attendus de la société en commandite qui sont énoncés ou sous-entendus dans l'information et les déclarations prospectives sont fondés sur des hypothèses et des attentes raisonnables, le lecteur ne doit pas accorder une confiance induite à l'information et aux déclarations prospectives, puisque celles-ci sous-tendent des risques, des incertitudes et d'autres facteurs, connus ou non, qui pourraient faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la société en commandite diffèrent significativement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs attendus qui sont énoncés ou sous-entendus dans cette information et ces déclarations prospectives.

Parmi les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont envisagés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives contenues dans le présent document, citons la conjoncture dans les territoires où nous exerçons des activités et ailleurs, qui pourrait avoir une incidence sur les marchés pour nos produits et services; la capacité de faire croître les entreprises de Brookfield Infrastructure; notre capacité d'atteindre les jalons nécessaires pour offrir les rendements visés pour nos porteurs de parts, laquelle est incertaine et dépend en partie de l'accès à du capital et du maintien de prix des marchandises avantageux; l'incidence des conditions du marché sur nos entreprises, y compris en raison de l'éclosion de COVID-19; le fait que le succès de Brookfield Infrastructure dépend de la demande sur le marché pour une société d'infrastructures, laquelle est inconnue; la disponibilité du financement par emprunt ou par capitaux propres pour Brookfield Infrastructure; la capacité de conclure des acquisitions dans le secteur concurrentiel des infrastructures (y compris les éventuelles acquisitions mentionnées dans la présente lettre aux porteurs de parts, dont certaines sont assujetties à des conditions, et l'incapacité de conclure une entente définitive avec des contreparties pour les transactions dont il est question aux présentes telle qu'elles sont envisagées actuellement, car rien ne garantit que ces transactions seront acceptées ou conclues) et d'intégrer efficacement les acquisitions dans les activités existantes; les changements technologiques qui pourraient perturber les entreprises et les secteurs dans lesquels nous investissons; les conditions du marché pour les principales marchandises, dont le prix, l'offre et la demande peuvent avoir une incidence importante sur la performance financière et d'exploitation de notre entreprise; les décisions réglementaires qui ont une incidence sur nos entreprises réglementées; notre capacité de conclure des contrats à des conditions favorables; les événements météorologiques qui ont une incidence sur notre entreprise; les débits de circulation sur nos routes à péage; les pandémies ou épidémies; et les autres risques et facteurs présentés dans les documents déposés par nous auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières du Canada et des États-Unis, notamment à la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F et d'autres risques et facteurs décrits dans ces documents. En outre, nos résultats futurs pourraient être influencés par les risques associés à la COVID-19 ainsi que par la réduction mondiale du commerce et des voyages et la volatilité importante des marchés boursiers à l'échelle mondiale qui en découleraient, ce qui pourrait entraîner une diminution des flux de trésorerie et des pertes de valeur et/ou des réévaluations de nos placements et de nos actifs d'infrastructures, et nous pourrions ne pas être en mesure d'atteindre les rendements escomptés.

Nous apportons cette mise en garde : la liste précédente des facteurs importants qui peuvent avoir des répercussions sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de Brookfield Infrastructure, les investisseurs et les autres personnes devraient examiner attentivement ces facteurs et autres incertitudes ainsi que les événements qui pourraient survenir. Sauf lorsque la loi l'exige, la société en commandite ne s'engage nullement à publier une mise à jour de l'information ou des déclarations prospectives, de façon écrite ou orale, qui pourrait s'avérer nécessaire par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.